

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2575 - LUNDI 4 AVRIL 2016



Des billets de Franc congolais

RALENTISSEMENT DE L'ÉCONOMIE

Le spectre d'un crash financier

Après quatre années de stabilité ininterrompue, l'économie congolaise présente des signaux de faiblesse. Selon les analystes avertis, la RDC ne pouvait pas sortir de cette longue exposition à un choc minier sans laisser des traces. La crise mondiale et, surtout, chinoise, avec ses effets directs dont la baisse des cours des matières premières, a eu des effets néfastes sur les exportations minières congolaises et même de l'ensemble de la région. Autre signal préoccupant, il y a eu un début de surchauffe au niveau du marché de change à la fin de 2015 qui s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2016. Entre-temps, il y a le doute qui s'installe car l'économie congolaise n'affiche pas une résilience face au choc externe, du moins au stade actuel de son développement. Et en perdurant, cette situation va avoir des effets sur la totalité des autres secteurs et agrégats macro-économiques.

Page 13

Présidentielle 2016

L'heure des ambitions a sonné à l'opposition

Alors que la Céni n'a pas encore publié le calendrier électoral et que la tenue des élections dans les délais constitutionnels devient de plus en plus hypothétique, quelques partis de l'opposition sont en passe de désigner leurs candidats à la présidentielle. Le conclave du G7 ayant abouti au choix de Moïse Katumbi comme candidat à la présidentielle de novembre 2016 a produit un effet contagieux dans les autres structures politiques de l'opposition qui lui ont emboîté le pas.

A l'Union pour la Nation (UNC), on s'active déjà pour tenir, probablement d'ici fin avril, un congrès pour entériner la candidature de Vital Kamerhe à la magistrature suprême du pays. Entre-temps, Étienne Tshisekedi, qui n'est pas en reste dans cette course à la présidence, est et demeure le candidat naturel de l'UDPS. Bien avant, l'Écité avait déjà entériné la candidature de son leader Martin Fayulu.

Page 12



Félix Tshisekedi, Moïse Katumbi et Vital Kamerhe

RETOMBÉE DE L'ÉLECTION DES GOUVERNEURS

La MP accuse l'opposition d'avoir mal évalué la tâche et l'adversaire

Pour Alain-André Atundu, la majorité présidentielle a remporté une victoire écrasante pour la simple raison qu'elle ne s'est trompée ni d'objectifs ni d'électeurs. « Pendant que l'Opposition s'adressait de préférence aux bas instincts de la foule, la Majorité présidentielle a agi sur trois cordes sensibles : l'intelligence, le cœur et la conscience de chaque député-électeur », a indiqué le porte-parole de la coalition au pouvoir. Et le résultat, ajoute-t-il, est une victoire incontestable et sans bavure.

Il accuse l'opposition de refuser de voir la réalité en face et de chercher à saper l'action positive de la majorité et les résultats appréciables du président Kabila.

Et d'ajouter que la majorité a déposé à son niveau une requête de recours à la c@our d'appel pour certains cas d'irrégularités et de violation des dispositions légales.

Page 12

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Un financement additionnel de la Banque mondiale en faveur de la RDC

Depuis le 29 mars dernier, la RDC vient de bénéficier de cette institution financière internationale d'un montant global de 41,8 millions de dollars couvrant l'ensemble de ses différents dons au premier trimestre de l'année 2016. Ce montant global est constitué d'un don supplémentaire de trente millions de dollars mais aussi de deux autres aides ayant reçu le quitus de l'organe dirigeant de la BM. Il s'agit du fonds fiduciaire du Mécanisme de financement mondial (GFF) à hauteur de 10 millions de dollars et celle du Fonds japonais pour le développement des politiques et des ressources humaines estimée à 1,08 million de dollars. Cette enveloppe contribuera à la mise en œuvre de plusieurs projets dans le cadre du partenariat tissé avec le gouvernement ciblant des secteurs du développement humain tels que la santé, l'éducation, la protection sociale ainsi que le Genre.

Page 14



Alain Atundu

ÉDITORIAL

Blessures

Alors que, chez nous, la page de la nouvelle Constitution est définitivement tournée, que les institutions de la République se mettent en place dans l'ordre, que le calme le plus complet règne dans la rue, que l'opposition elle-même se mure dans un assourdissant silence, il est des blessures qu'il conviendrait de refermer avant qu'elles ne dégèrent. Et parmi ces blessures figure en bonne place la dégradation des relations entre le Congo et la France.

Laissons aux ambassadeurs et aux diplomates le soin d'exprimer dans leur langage très policé, très châtié, le ressentiment de notre pays envers le pays de Descartes au sortir des événements qu'il vient de vivre - référendum constitutionnel et élection présidentielle - ; mais disons de façon crüe ce qu'il en ressort à nos yeux, quitte à susciter de véhémentes critiques de la part des grands donneurs de leçon que sont les «démocrates» du Vieux continent.

Au cœur de ce ressentiment figure le fait qu'à Paris l'on n'a visiblement pas perçu les enjeux de la partie qui se jouait ces derniers temps à Brazzaville ; cela alors même que le Congo est le partenaire le plus sûr, le plus fidèle, le plus constant de la France en Afrique centrale. N'écouter visiblement que la fraction très minoritaire de la diaspora qui s'agite dans les milieux politiques de la capitale - tout particulièrement au sein du parti socialiste - les autorités françaises ont donné le sentiment qu'elles ne prenaient pas la juste mesure de la partie stratégique qui se jouait chez nous.

Elles ont commis, ce faisant, une erreur grave au moment même où la France s'appête à retirer ses troupes de la Centrafrique ; une erreur dont le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, venu à Oyo il y a quelques mois remercier Denis Sassou N'Guesso pour son implication personnelle dans la recherche de la paix en RCA, est bien placé pour prendre la juste mesure. Que se serait-il passé, en effet, si le Congo, notre pays, avait sombré à son tour dans le désordre du fait de l'incapacité de sa classe politique à préserver la paix intérieure ?

Nous n'avons évidemment pas de conseil à donner au président François Hollande. Mais il serait sage de réfléchir, tant qu'il en est temps, au moyen de renouer des liens de confiance avec les plus hautes autorités de notre pays.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le Pôle du consensus de Sibiti invite les acteurs politiques à préserver la paix

Dans une déclaration rendue publique le 29 mars, à l'issue de sa réunion, le Pôle de consensus de Sibiti s'est félicité du climat de tranquillité qui a caractérisé la campagne électorale et le déroulement de l'élection présidentielle du 20 mars.

Le plénum des membres de cette plateforme a exprimé sa satisfaction en ce qui concerne l'observation de la parité aussi bien au niveau de la Commission nationale électorale indépendante qu'au niveau des cent onze circonscriptions administratives et des 5380 bureaux de vote.

De même, a indiqué la déclaration, le Pôle du consensus de Sibiti s'est réjoui du bon déroulement de la campagne électorale marquée par un comportement loyal et respectueux de tous les candidats. Une campagne électorale, a poursuivi le texte, expurgée de toutes attaques personnelles et des injures.

« Le Pôle du consensus de Sibiti a accueilli avec allégresse les résultats provisoires de l'élection présidentielle ayant abouti à la victoire, dès le premier tour, du président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Cette victoire tra-

«Toute propagande ou incitation à la haine ethnique, à l'insurrection, à la violence ou à la guerre civile constitue un crime puni par la loi ».

duit la maturité du peuple congolais qui a choisi un homme d'expérience, déterminé, à n'en point douter, à poursuivre son œuvre de modernisation du Congo afin que la nouvelle République prenne corps », a indiqué la déclaration.



Pierre Ngolo, président du Pôle de consensus de Sibiti

Le Pôle du consensus de Sibiti a marqué son étonnement quant à la tournure que prennent les contestations et les revendications de certains candidats perdants. Les membres de cette plateforme ont rappelé qu'au terme de l'article 176 de la Constitution du 6 novembre 2015, toutes les réclamations

crime puni par la loi ». Ainsi consacrés, ces principes constitutionnels soulignent avec force, a indiqué le texte, et dans toute leur rigueur qu'aucun individu

n'est au-dessus de la loi ; c'est cela aussi et surtout la règle cardinale qui régit l'État de droit, a renchéri le texte.

« Les candidats contestataires doivent cesser leurs appels à l'insurrection et au trouble à l'ordre public. Le Pôle du consensus de Sibiti condamne fermement les allégations mensongères et sans fondement du Parti socialiste français. Il rappelle que le Congo est un État souverain et que cette souveraineté est détenue par le peuple congolais qui, lui seul, choisit librement ses gouvernants », a conclu la déclaration.

Le Pôle du consensus de Sibiti est constitué des membres des partis politiques et de la société civile qui avaient pris part au dialogue de Sibiti, dans la Lékoumou, en 2015.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Mauakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE 2016

La SNR se félicite de la victoire au premier tour du candidat Denis Sassou N'Guesso

La présidente de la plate-forme politique, Synergie 2016 pour la nouvelle République (SNR), Francine Matongo a salué le déroulement, dans un climat apaisé, de l'élection présidentielle du 20 mars dernier. Elle l'a fait savoir le 1er avril à Brazzaville dans une déclaration lue devant la presse.

La SNR-2016 et ses 48 associations affiliées de Brazzaville, Pointe-Noire et d'autres localités du pays, avaient appelé à voter pour le candidat Denis Sassou N'Guesso donné gagnant avec 60,39% des voix, d'après les résultats provisoires. « La plate-forme SNR a choisi monsieur Denis Sassou N'Guesso comme président de la nouvelle République pour son projet de société : la marche vers le développement », a déclaré



Francine Matongo s'adressant à la presse

Francine Matongo, ajoutant que c'est une victoire du « peuple congolais profond ».

Elle a par ailleurs dénoncé les agissements « de certains états-majors politiques » qui, regrette-t-elle, tiennent des discours portant les germes de la haine et la violence. « La SNR dit non aux états-majors politiques qui font la promotion des antivaleurs visant à apeurer les populations ; non et non à la psychose ainsi engendrée... », a réagi la présidente de la SNR avant d'exhorter les acteurs politiques congolais à cultiver un climat d'apaisement.

Pour Francine Matongo, les Congolais de toutes les obédiences doivent

former une union sacrée derrière Denis Sassou N'Guesso afin, poursuit-elle, de préserver la paix et la stabilité gages d'un développement véritable. Car, « d'autres fruits vont mûrir avec Denis Sassou N'Guesso », a-t-elle renchéri.

La Synergie 2016, rappelle la leader politique, est née dans un contexte tout particulier favorable à l'éclosion d'idées nouvelles pour renforcer la démocratie au Congo. Grâce au dynamisme de ses membres y compris de celui des 48 associations adhérentes, la plate-forme SNR s'est implantée dans tout le pays pour « promouvoir un Congo serein dans toute sa diversité ».

Fiacre Kombo

INDUSTRIE

La production du ciment passe de 300.000 à plus de 1.250.000 tonnes par an

La République du Congo avec une population de plus de quatre millions d'habitants connaît, depuis quelques temps, une hausse en matière de production cimentière qui est passée, entre 2014 et cette année, de 300 000 à 1.250 000 000 tonnes.

Cette hausse se justifie par la mise en service de deux nouvelles cimenteries, notamment Forspak à Dolisie et Cimaf à Hinda en complément de la Sonocc à Loutété.

C'est une avancée significative que le gouvernement congolais a réalisée pour répondre valablement à cette épineuse question restée pendante depuis plusieurs années, pour laquelle la Société nouvelle des ciments du Congo (SONOCC) était accusée faible en production, par rapport à la demande.

Avec seulement 300.000 tonnes par an, l'unique cimenterie d'alors, basée à Loutété, dans la Bouenza, n'arrivait plus à couvrir la demande du marché. Elle occasionnait toujours la hausse vertigineuse des prix sur le marché, au point où un sac de ciment atteignait 12000, voire 13.000 FCFA, en période de grand déficit, soit 260.000 FCFA la tonne.

Pour pallier ce déficit, une seconde unité de production, dénommée FORSPAK Congo, a été construite à Louvakou, près de Dolisie, dans le département du Niari.

En service depuis le 22 mars 2014, cette cimenterie tenue entièrement par les partenaires chinois, a une capacité de production de 300.000 tonnes l'an.

Depuis lors, la production de ces deux usines a doublé, soit 600.000

tonnes/an. Malgré cela, la demande du ciment sur le marché est restée toujours importante. Toujours dans la recherche de solutions, un autre accord a été conclu avec une société marocaine, pour construire une troisième cimenterie à Makola, dans le district de Hinda, département du Kouilou.

Cette usine de ciment tenue par la société CIMAF (les Ciments d'Afrique), a été inaugurée le 23 mars dernier par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, avec une capacité de 650.000 tonnes par an. Ces trois cimenteries réunies portent donc aujourd'hui la production globale du ciment à 1.250.000 tonnes par an. Un résultat jugé encore loin de satisfaire la demande nationale actuelle, estimée à environ 2.000.000 de tonnes par an.

Bien qu'encre en deçà des attentes, l'impact réel sur les prix sur le marché est déjà visible, car actuellement le prix du sac de ciment a véritablement chuté, ceci favorisé aussi par l'ouverture de la route nationale numéro 1, Pointe-Noire - Brazzaville.

Actuellement le sac de ciment est vendu entre 5.500 et 6000 FCFA, soit 110.000 et 120.000 FCFA la tonne, selon les secteurs, au grand plaisir des consommateurs.

Mais l'objectif à court terme du

gouvernement est de voir ces prix baisser de plus bel afin de permettre à tous

Congolais l'accès à cette matière première

Plus de 4.000.000 de tonnes par an, bientôt disponibles pour l'exportation

Au-delà de couvrir les 2.000.000 de tonnes par an, qu'exige la demande nationale, l'ambition du Congo est de conquérir le marché international, en commençant par la sous-région. Pour y arriver, deux autres cimenteries supplémentaires sont actuellement en construction dans le pays.

La première érigée dans le district de Yamba, département de la Bouenza, par le milliardaire nigérian, Aliko Dangoté, sera la plus importante parmi les cinq que comptera le Congo dans les années à venir. Cette usine produira, elle seule, environ 1.500.000 à 2.500.000 tonnes, en fonction de la demande.

Une autre cimenterie, appelée Diamant Ciment Congo, dont les travaux vont à leurs termes, se construit à Mindouli, dans le Pool, et devra produire, dans un premier temps, 600.000 tonnes par an, extensible progressivement jusqu'à atteindre 1.000.000 de tonnes par an.

Dès qu'elles seront opérationnelles, toutes ces cinq cimenteries emploieront quelques milliers de jeunes.

Firmin Oyé

LE FAIT DU JOUR

Consolider l'unité nationale

À u plus fort de la querelle entre pouvoir et opposition, enclenchée par le débat sur l'évolution des institutions et ses suites, Marius Mouambenga mettait la classe politique congolaise devant ses responsabilités.

Le Commissaire général du Comité de suivi de la Convention pour la paix et la reconstruction du Congo, dont la fonction autorise une certaine retenue sortait de ses gonds pour apostropher une classe politique « irresponsable, impliquée depuis toujours dans les malheurs du peuple », et l'exhortait à « prémunir le Congo contre les affres d'autres violences ». D'autres violences, disait-il, au regard des précédentes, auxquelles les populations congolaises avaient déjà été exposées à plusieurs reprises, si on comprend Marius Mouambenga, du fait de la pratique des dirigeants politiques.

Après deux semaines passées à mobiliser leurs partisans au cours de la campagne électorale, et un jour décisif du vote des citoyens-électeurs, le temps n'est-il pas venu pour les candidats à la dernière présidentielle de se projeter sur le futur ? Le moment n'est-il pas venu pour qu'ils fassent un peu de place au Congo, dans l'optique de lui permettre, enfin, de reprendre à vivre normalement ? N'ont-ils pas appris que certains de leurs compatriotes, de peur d'affronter à nouveau les exactions et la mort, ont fui leurs domiciles pour se réfugier loin de la capitale ?

Nous le savons tous, les votes sont des moments d'émotion où les militantismes se renforcent, les croyances se construisent à la base, alors qu'au sommet, chez les candidats en course, la certitude pour l'emporter surpasse la lucidité, voire l'humilité d'envisager une éventuelle défaite. Champs de prouesses et de promesses, les

joutes électorales peuvent devenir des champs de ruines pour ceux qui très souvent placent la barre du succès trop haut.

Nous le soulignons il y a quelques jours ici même, en disant qu'une élection appelant une autre, le travail qui devait revenir aux candidats de la dernière trouvaille, et à leurs équipes, serait de se donner le temps de digérer les résultats. Puis, de repartir interroger les hommes et les femmes qui ont voté pour eux, tel qu'on a pu le constater, de sillonner aussi les zones où leurs messages ont été les moins suivis, afin de se préparer à mieux aborder les échéances futures.

Même s'il n'a pas été le plus sollicité par les électeurs au scrutin du 20 mai, puisqu'il ne l'a pas gagné, un candidat parmi les huit perdants tenait à Brazzaville, pendant sa campagne électorale, un discours cru, mais fort appréciable devant

un parterre de jeunes attentifs : « L'élection présidentielle, déclarait-il, n'est pas une occasion d'empoignades entre gens du Nord, du Sud, de l'Est ou de l'Ouest ; ce n'est pas sous cet angle que les Congolais doivent se regarder ; non, nous devons œuvrer à l'unité de notre pays, faire en sorte de nous aimer les uns les autres ». Si ce candidat « malheureux » se reconnaît dans ce rappel, tant mieux !

Tant mieux aussi, si dans ce moment post-électoral bruyant, les Congolais, partout où ils se trouvent, font de cette quête du vivre ensemble que peuvent ruiner les convictions politiques de chacun, un pari sur leur avenir commun. Envisager cet avenir autrement que dans l'unité et la cohésion nationale nous renverra plusieurs décennies en arrière. Cela ne sera au bénéfice de personne.

Gankama N'Siah



Bamako, le 25 Mars 2016

Le Bureau d'Études CIRA SA vient d'obtenir la certification ISO 9001 v2008 - ISO 14001 v2004 - OHSAS 18001 v2007, délivrée par BUREAU VERITAS Maroc, pour les prestations d'études, de contrôle des travaux et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage dans les domaines des infrastructures de transport, des aménagements hydro-agricoles et développement rural, de l'approvisionnement en eau et l'assainissement, des bâtiments civils et industriels.

Une confirmation internationale de la performance de CIRA SA ! Depuis sa création en 1991, CIRA SA s'est assigné comme mission de participer activement au processus de développement durable de l'Afrique, dans lequel se sont engagés les États et les Partenaires au Développement, à travers des prestations d'ingénierie dans ses domaines d'intervention.

Grâce à la motivation et l'implication de tout le personnel, CIRA SA a été certifié ISO 9001 version 2000 en Juillet 2005 et ISO 9001 version 2008 en Septembre 2009, ce qui fait de lui l'un des premiers Bureaux d'Études certifiés en Afrique au Sud du Sahara. Après dix (10) ans de certification Qualité (ISO 9001), CIRA SA a implanté, un Système de Management Intégré Qualité - Sécurité - Environnement qui vient d'être bonifié par une reconnaissance internationale.

CIRA SA compte aujourd'hui 470 collaborateurs dont 32% au Siège

COMMUNIQUÉ

à Bamako et 68% dans les missions de Contrôle et d'Assistance Technique.

La zone d'intervention de CIRA SA couvre 20 pays africains dont 10 en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo), 07 en Afrique Centrale (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Tchad) et 03 en Afrique Orientale (Burundi, Djibouti, Rwanda).

Cette certification est la reconnaissance de la maturité et de l'efficacité du Système de Management Intégré QSE de CIRA SA. Elle illustre sa volonté d'évoluer dans une démarche de progrès et de mieux répondre aux attentes de ses Parties Intéressées (Clients, Partenaires Techniques et Financiers, Personnel, Pouvoirs Publics...)

Fondé en 1828, BUREAU VERITAS est le leader mondial des services d'évaluation de conformité et de certification appliqués aux domaines de la qualité, de la santé, de la sécurité, de l'environnement et de la responsabilité sociale («QHSE»).

Le Groupe BUREAU VERITAS est aujourd'hui présent dans 140 pays à travers un réseau de plus de 900 bureaux et 330 laboratoires. Il emploie plus de 59 000 personnes et dispose d'un portefeuille d'environ 400 000 Clients.

NÉCROLOGIE

Guylin Ngossima agent des Dépêches de B/ville ; Giryl Bomongo Sékola, le sénateur Alphonse Gondzia, Philomène Nongo et famille, ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissance le décès de leur maman, tante et sœur, Georgine Mdenoubi Bogoli, agent du ministère de l'Agriculture détaché à la Mairie de Talangai, survenu le 29/04/2016 au CHU de B/ville. La veillée mortuaire se tient au n° 11 bis rue Câble Texaco (la Tsiémé). La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Vianey Malonga, agent Dépêches de Brazzaville, Luc Landry, Guy Brice et la famille Olingo, ont le profond regret d'informer les parents, amis et connaissances du décès du gendarme Roland Saturnin Olingo Boboto survenu le mardi 22 mars 2016, à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient dans la rue Loango, au n° 84, à Poto-Poto. Les obsèques sont prévues pour le mardi 5 avril 2016.



NÉCROLOGIE

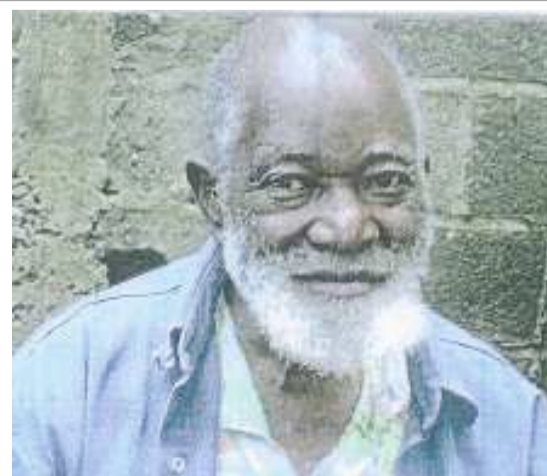
MM. Douniama Jean Honoré, Inspecteur des impôts en poste à Souanké, et Thierry Nougou ont le profond regret d'informer les parents, amis et connaissances que les obsèques de leur fils Douniama Stève Fridolin, caporal des FAC, décédé le 21 mars 2016 au CHU de Brazzaville, se dérouleront suivant le programme ci-après : Date : lundi 4 avril 2016
9 heures : levée de corps à la Morgue municipale de Brazzaville
10 heures : recueillement au domicile sis au 17, rue Yakandza, arrêt de bus Pharmacie, Mikalou.
14 heures : Départ pour le cimetière privé La Grâce
16 heures : Fin de la cérémonie.

IN MEMORIAM

4 avril 2009 - 4 avril 2016

Voici sept (7) ans que Dieu a rappelé son fils Joseph Ockana. A cette occasion, Alphonsine et les enfants Ockana ont demandé des messes de repos en sa mémoire, qui seront dites ce vendredi 4 avril 2016 à 6h00 dans les paroisses suivantes :

Sainte Marie de Ouéndzé, Saint Esprit de Mougali, Sainte Anne, Saint François, Notre dame de Fatima, Javoueh, Saint Augustin, Cathédrale et Jésus ressuscité. Que ton âme repose en paix.



Twanga Tidet Yala Dia Fouetolo

1^{er} avril 2014 - 1^{er} avril 2016

2 and déjà

Que ton âme repose en paix !

Ton épouse Jeanne Koussekissa, tes enfants, Erichelle, Brice, Gervais, Hermenegilde, Estelle, Ghislan, Aubierge et Ferdin.

Pensent à toi.

SANTÉ

L'ONU déplore la marginalisation des personnes atteintes d'autisme

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Ban Ki-moon a indiqué le 2 avril, dans son message publié à l'occasion de la journée internationale de la sensibilisation à l'autisme que les personnes présentant un handicap mental sont mal comprises et rejetées par la société.

Le thème retenu est « l'autisme et le programme de développement durable à l'horizon 2030 : intégration et neurodiversité ». La célébration de cette journée permet à la communauté internationale d'examiner les nouveaux objectifs de développement durable ainsi que leur incitation sur l'amélioration des conditions de vie des personnes autistes. Pour Ban Ki-moon, cette marginalisation constitue une violation des droits de l'Homme et un gâchis de potentiel humain. Les personnes atteintes de cette maladie ont des aptitudes très diverses et des domaines d'intérêt différents. Elles ont la capacité de contribuer et de rendre le monde meilleur, a-t-il renchéri.

« Les droits, les points de vue et le bien-être des personnes atteintes d'autisme et de toutes les personnes handicapées, sont autant d'aspects qui font partie intégrante du programme 2030 et de l'engagement qu'il contient de ne laisser personne de côté avant de demander à toutes les sociétés d'accroître les ressources permettant aux jeunes autistes de participer à l'effort sans

précédent engagé par la jeunesse d'aujourd'hui pour favoriser le progrès », a souligné le secrétaire général de l'ONU.

L'autisme est un trouble qui dure toute la vie, poursuit Ban Ki-moon. Il frappe des millions de personnes de par le monde. Cependant, il reste mal compris dans nombre de pays et beaucoup de sociétés rejettent les personnes atteintes de cet handicap. Au terme de ses propos, le secrétaire général de

maladie dont les patients sont traités par ignorance. Selon Ida Pélagie Louvouandou, le diagnostic de ces malades devrait se faire en synergie avec l'implication d'un éducateur, d'un psychologue et d'un neurologue.

Déplorant la stigmatisation et l'exclusion de ces enfants dans la société, elle a indiqué : « *L'enfant autiste est capable d'exercer un métier. Il peut faire plus et s'insérer dans la société pourvu qu'on lui donne les moyens*

L'autisme est un trouble neuro-développement apparaissant avant l'âge de trois ans. L'enfant atteint de cette maladie présente les difficultés de langages, au niveau du comportement social et ne regarde que ses propres intérêts.

Les causes ne sont pas déterminées. Pour certains chercheurs, les causes sont héréditaires et au polluant viral dont le mercure qui se trouve dans le vaccin. D'autres par contre, pensent au fonctionnement du corps humain. Il n'existe pas d'examen complémentaire. Un enfant atteint d'autisme guérit difficilement mais bénéficie d'un traitement psycho-éducatif qui lui permettra d'intégrer la vie sociale.

l'ONU a appelé la communauté internationale à respecter les droits de ces personnes pour qu'elles puissent intégrer les familles et contribuer à un avenir de dignité et d'opportunité pour tous.

Au Congo, cette journée sera commémorée en différé par l'école des petites sœurs dominicaines pour les raisons de calendrier, a expliqué la coordonnatrice de l'école, la sœur Ida Pélagie Louvouandou.

Elle envisage organiser quatre jours de sensibilisation à la population pour une meilleure prise en charge des enfants autistes et briser certaines croyances dans les familles.

L'objectif est de faire connaître cette

nécessaire avant de souligner qu'à l'école dominicaine nous avons ceux qui exercent en pâtisserie, musique, peinture et cuisine ».

Notons que l'école de la case dominicaine existe depuis l'année 2000. Elle gère les élèves en difficulté scolaire et les autistes dont la prise en charge a débuté depuis cinq ans.

Les difficultés rencontrées dans cet établissement sont notamment le manque de spécialistes, des moyens pour une vraie guidance parentale plus solide ainsi que la formation du personnel enseignant.

Lydie Gisèle Oko

UNION AFRICAINE

Qui succédera à Nkosazana Dlamini-Zuma ?

La succession à la présidente de la Commission de l'UA est désormais ouverte. Nkosazana Dlamini-Zuma ne briguera pas de second mandat selon la déclaration faite le 1^{er} avril par son porte-parole, Jacob Enoch Eben.

Le dépôt des candidatures a été clôturé le 31 mars à minuit. Selon Jacob Enoch Eben, porte-parole de la présidente, « Nkosazana Dlamini-Zuma n'a pas présenté de candidature ». La première femme a accédé à ce poste a donc décidé d'abandonner et de s'en tenir au mandat unique de quatre ans passé à la tête de cette instance africaine. Pour l'heure, aucune raison n'a officiellement été évoquée à ce départ annoncé.

Toutefois, l'on soupçonne Nkosazana Dlamini-Zuma de vouloir prendre la tête de l'ANC (African National Congress), le parti au pouvoir en Afrique du Sud, puis succéder à son ex-mari, Jacob Zuma, l'actuel président. Mais un long chemin reste encore à parcourir pour y arriver. En attendant la mi-avril pour la publication de la liste des candidats retenus pour la présidence de l'UA, une rude lutte s'est d'ores et déjà engagée entre les régions septentrionale et australe de l'Afrique pour cette succession. Parmi les possibles successeurs, le nom du ministre algérien des Affaires étrangères et ancien Commissaire de l'UA pour la Paix et la Sécurité, Ramtane Lamamra, a longtemps circulé. Mais les pays de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) sont déterminés à conserver la présidence de la Commission et ont avancé le nom de la ministre des Affaires étrangères du Botswana, Pelononi Venson-Moitoi. Pour l'heure, la succession de Nkosazana Dlamini-Zuma ne sera connue qu'en juillet prochain à Kigali au Rwanda, lors du prochain sommet de l'UA.

Un bilan mitigé....

Lorsqu'il s'agit de faire un bilan des quatre ans de la présidente sortante de la Commission de l'UA, l'opinion est divisée. En 2012, lors de son élection, Nkosazana Dlamini-Zuma qui a suscité beaucoup d'espoir avait lancé très tôt un vaste projet de transformation de l'Afrique, baptisé « Agenda 2063 », et plaidé pour une meilleure intégration économique du continent. Mais pour Désiré Assogbavi, représentant de l'ONG Oxfam auprès de l'UA, « *l'Agenda 2063 est un actif important de son mandat, mais la transformation annoncée de la Commission de l'Union Africaine pour un meilleur rendement n'a malheureusement pas eu lieu* ». En outre, il estime que, les prises de parole de Nkosazana Dlamini-Zuma sur les questions clés du continent ont été « très limitées et souvent tardives ». Au sein du corps diplomatique, il lui est reproché de ne pas avoir suffisamment porté la voix de l'UA sur le continent, et de ne pas s'être suffisamment impliquée dans la réforme de l'Organisation.

Son départ est « *une très bonne chose pour l'UA. Elle n'a jamais été bien ici. Elle n'était de toute façon jamais là* », a lancé un ambassadeur francophone.

Yvette Reine Nzaba

REMERCIEMENT DE LA LEAGUE DES JEUNES LEADERS (LJL)

La League des jeunes leaders (LJL), association œuvrant pour la conscientisation et l'épanouissement de la jeunesse congolaise, remercie l'abnégation et le courage de certaines personnalités et des jeunes qui par leurs efforts consentis ont permis l'avènement de la nouvelle République, dans la paix, la stabilité et la cohésion nationale. Il s'agit de:

- 1.M. Thierry Lézin MOUNGALA, Ministre de la Communication, Chargé des Relations avec le Parlement, Porte Parole du Gouvernement;
- 2.Honorable Denis Christel SASSOU NGUESSO, Membre du Bureau Politique du PCT, Président d'Honneur de la Dynamique Nouvelle République(DNR) et Président de la Fondation Perspectives d'Avenir;
- 3.Honorable Docteur Jean Daniel OVAGA, Député de la circonscription unique d'Okoyo et facilitateur du « Mbongui des jeunes »;
- 4.Mme Arlette Soudan-Nonault, membre du Bureau Politique du PCT et Présidente Fondatrice du Think-Tank Athéna;
- 5.Honorable Faustin ELENGA;
- 6.M. Juste Bernardin GAVET, Premier Secrétaire de la Force Montante Congolaise (FMC);
- 7.M. Willy ETOKA, membre de la Dynamique Nouvelle République(DNR);
- 8.Honorable Claudia IKIA SASSOU NGUESSO, membre du Comité Central du PCT;
- 9.Mme Inès Nefer INGANI, chargée de l'Organisation et de la Mobilisation de la Dynamique Nouvelle République(DNR);
- 10.M. Serge IKIEMI président PCT Mougali, président fondateur du Café du Savoir;
- 11.M. Dominique ONDZE DOUKAYE, Président PCT Ouenzé;
- 12.Léon Juste IBOMBO, politologue;

13.M. KISSANGOU Laureis-Azzaro Brunel, Conseiller Politique du Premier Secrétaire

de la Force Montante Congolaise(FMC);

14.Mme Destinée DOUKAGA, écrivaine et Présidente du Front Patriotique(FP);

15.M. Exaucé GAMBILI, Secrétaire Permanent chargé de la Communication de la Force

Montante Congolaise(FMC), Porte Parole;

16. M. Athanase Jaurès MOUSSOUNGOU, Membre du Comité Central de la Force

Montante Congolaise(FMC), ancien Secrétaire Général du Mouvement des Elèves et Etudiants du Congo(MEEC) cofondateur d'Athéna;

17.M. Bien Aimé OBAM ODON, Président de la génération Z;

18.M. Grâce Patcheli BABINGUI, Membre du Comité Central de la Force Montante

Congolaise(FMC), Représentant de la FMC en Europe de l'EST;

19.M. Jacorcel OBABAKA, Membre du comité Central de la Force Montante

Congolaise(FMC), chargé aux relations extérieures de la fédération FMC de la ville de

Brazzaville;

20.M. Lucien Emmanuel Francky IBATA, président de la Force Montante Congolaise (FMC) Poto-poto;

21.M. Romi OYO, conseiller départementale de la ville de Brazzaville;

22.M. Cédric MOLEKATSIBA, Président de la Section Académique de la Force

Montante Congolaise(FMC), ancien Secrétaire Général de l'Association des Etudiants de la Faculté des Sciences et Techniques(AEFST).

La nouvelle République vous sera reconnaissante.

League des Jeunes Leaders (LJL)

ANALYSE

Les États-Unis, l'Europe, face au Moyen-Orient et au terrorisme (1)

Les attaques terroristes récentes, revendiquées par le Groupe "Etat islamique d'Irak et de Syrie" (l'EI) sont horribles et condamnables, au même titre que celles dont ont été victimes d'autres pays comme la France, mais aussi, la Turquie, et la Syrie, bien évidemment. Il convient aussi de condamner fermement les actes de terrorisme exécutés en Afrique par des groupes d'inspiration islamique djihadique, au Kenya, au Cameroun, au Tchad, au Mali et Burkina Faso, entre autres.

Ce qui est difficile à comprendre des actes perpétrés par l'EI, ou en son nom, est comment les Etats-Unis, en sa qualité de première super puissance militaire mondiale, et les pays européens les plus dotés de moyens militaires, ont en quelque sorte permis que se développe ce fléau qui s'apparente de fait à de l'autoflagellation.

Il est certain que les Etats-Unis et l'Occident portent une responsabilité pour le désordre et l'instabilité qui se sont établis au Moyen-Orient suite à la tentative d'instaurer la démocratie dans des pays dirigés par des dictatures qui, au prix d'un contrôle ferme des populations, parvenaient à maintenir une certaine stabilité et paix relatives. La faute n'incombe pas seulement à l'Occident et aux pays de la région comme l'Arabie Saoudite et l'Iran qui portent une part de responsabilité à travers le financement de groupes rebelles et terroristes afin de déstabiliser le régime syrien, ou d'accroître leur sphère d'intérêts nationaux dans la région.

Il semble également clair que l'Occident ne s'est pas rendu compte de la proportion qu'allait prendre le développement du salafisme djihadique à travers une radicalisation sans cesse croissante en influence territoriale et "spirituelle". Selon Wikipédia, "le salafisme est un mouvement sunnite revendiquant un retour à l'islam des origines, fondé, selon leurs leaders, sur le Coran et la Sunna. Aujourd'hui, le terme désigne un mouvement composite fondamentaliste, constitué en particulier d'une mouvance traditionaliste et d'une mouvance djihadiste, le salafisme djihadique".

Les salafistes de cette tendance sont favorables au combat, afin de libérer les pays musulmans de toute occupation étrangère, mais également de renverser les régimes des pays musulmans qu'ils jugent impies afin d'instaurer un État authentiquement islamique à leurs yeux. Cette idéologie est représentée principalement par Al-Qaïda et l'État islamique.

Le problème de l'Occident est qu'il n'a pas compris et ne semble toujours pas comprendre la culture de la région, ce qui l'empêche fondamentalement d'y confronter ses adversaires de façon efficace et de trouver des solutions adaptées aux circonstances et acteurs de la région.

Il est par ailleurs dérisoire d'imaginer que cette région est prête à comprendre et assumer la pleine signification de la démocratie à l'occidentale. De même, il semble faux de croire que les faits et conflits qui se déroulent dans cette région trouvent leur raison dans une guerre de religion découlant d'un fait historique qui remonte aux origines du califat.

Selon La Croix, «Indéniablement, le califat fait rêver les djihadistes, salafistes et autres partisans d'un retour –fantasmé– aux origines de l'islam, à l'union du monde musulman, associée à l'islam arabe, celui qui – dans l'imaginaire des radicaux exprime le mieux l'islam dans sa pureté». (A suivre).

Clara Ines Chaves Romero

Ancienne diplomate au Congo. Professeure de relations internationales à l'Université Santo Tomas de Bogota (Colombie).

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

La France abandonne son projet de rapprochement de l'AFD et la Caisse des dépôts et consignations

Alors qu'on s'attend à ce que l'Agence française de développement (AFD) se rapproche de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), l'exécutif français vient d'abandonner le projet. En août 2015, le président français, François Hollande annonçait l'adossage de l'AFD à la CDC.

L'objectif du projet de réforme était de donner plus de latitude financière à l'AFD pénalisée par les règles prudentielles, qui lui imposent d'augmenter ses fonds propres. Le président de la commission de surveillance de la CDC, Henri Emmanuelli a adressé une lettre au président François Hollande dans laquelle il lui indiquait que cette réforme « faisait courir à la Caisse des risques majeurs », selon la Lettre de l'Expansion. Pour Henri Emmanuelli, « la juxtaposition d'un établissement comme la CDC, placé sous la surveillance spéciale du Parlement, parce qu'il est chargé de protéger l'épargne et tous les fonds qui lui sont confiés, et d'un établissement public

placé sous la tutelle du gouvernement dans un ensemble qui n'a pas la cohérence d'un véritable groupe, met en cause le modèle de la CDC ».

La remise en cause des prêts/dons

Du côté des ONG, on dénonce la part croissante des prêts « dans le mix de l'aide française : la part des dons y est une des plus faibles d'Europe ». Elles pensent que le fait d'adosser l'AFD à la CDC risquait « d'accentuer la financiarisation de l'aide, au mépris de certaines catégories d'aide. Citant le cas de l'aide aux pays les moins avancés, qui ne peut, selon elles, se faire sans dons ; de même, la prise en charge de soins comme l'achat de vaccins ou l'aide alimentaire d'urgence ».

A l'occasion de la Semaine des ambassadeurs, le 25 août 2015, François Hollande, en accord avec son ministre des Affaires étrangères et celui des Finances, avait engagé une réforme en rapprochant l'AFD et la CDC. Les objectifs de cette réforme étaient

liés à la conséquence directe de la redéfinition du cadre national et internationale du développement durable, le programme de développement durable à l'horizon 2030, le programme d'actions d'Addis-Abeba et l'accord de Paris conclu à l'issue de la COP21. Ceci pour exprimer la volonté de relancer la politique de développement.

Il était dit qu'une telle réforme ne pouvait se faire sans l'adhésion des personnels de l'AFD et de la CDC. A ce jour, cette adhésion n'a toujours pas eu lieu. Le rapprochement des deux structures était présenté comme un moyen pour doter à la France d'un grand pôle financier public, « actif au plan domestique et international et de rejoindre ainsi un modèle institutionnel qui se développe en Europe et dans de nombreux pays émergents ». Alors pourquoi ce revirement ?

A Bercy et quai d'Orsay on évoque des inquiétudes liées à la souveraineté de l'exécutif sur la politique d'aide au développement.

Noël Ndong

VOTRE COURANT N'EST PAS STABLE ?
NOUS AVONS LA SOLUTION POUR VOUS !!!



AVEC LA NOUVELLE TECHNOLOGIE
DES RÉGULATEURS ATELEC (100% CUIVRE),
SÉCURISEZ VOTRE MATÉRIEL.

Disponible chez BUROTOP IRIS

4 Avenue FOCH - Brazzaville - Tel: 05 5777 588 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

TERRORISME NUCLÉAIRE

Washington a accueilli un sommet international pour combattre la menace

Cinquante chefs d'Etat et de gouvernement se sont rencontrés jeudi le 31 mars à Washington, aux Etats-Unis, à la faveur d'un sommet sur la sécurité nucléaire, en grande partie consacré à la menace du terrorisme nucléaire. Une occasion qui réunit la communauté internationale jusqu'au 1er avril dans le but de combattre la menace que représente le terrorisme nucléaire dans le monde.

Obsédés par la menace du terrorisme nucléaire depuis les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis et d'autres pays redoutent qu'un groupe terroriste fasse un jour exploser une bombe atomique parce que le risque de terrorisme radiologique ou d'attentats « à la bombe sale » est bien réel.

Pour ce faire, la rencontre de Washington devra offrir aux dirigeants mondiaux un forum pour renforcer, devant les plus hautes instances, leur engagement à améliorer la sécurité de leur matériel nucléaire et radiologique, et à combattre le terrorisme nucléaire. Les Etats-Unis ont organisé ce sommet afin de continuer à coordonner les efforts internationaux dans la lutte contre cette forme de terrorisme.

« Le sommet prévoit la poursuite des discussions sur les menaces à la sécurité nucléaire et l'élaboration de mesures conjointes à prendre afin de réduire autant que possible l'utilisation d'uranium fortement enrichi, de sécuriser les matériaux vulnérables, de lutter contre la prolifération nucléaire et de prévenir les tentatives de terrorisme nucléaire », selon un communiqué.

Les Etats-Unis sont axés sur « le renforcement de l'architecture internationale de sécurité nucléaire basée sur les normes internationales », a assuré la Maison Blanche. Déjà dans son discours prononcé en 2009 à Prague, le président américain Barack Obama, fort de la politique de son pays dans ce cadre, avait qualifié le terrorisme nucléaire de « menace la plus immédiate et la plus extrême à la sécurité mondiale ».

Pour le Premier ministre canadien, Justin Trudeau qui participe aux assises de Washington, son pays « appuie la mise en place d'un cadre multilatéral solide pour lutter contre le terrorisme nucléaire dans le monde, l'une des plus graves menaces qui pèsent sur la sécurité internationale ». « Nous sommes déterminés à travailler en collaboration avec la communauté internationale afin de prévenir le terrorisme nucléaire, qui représente une menace sociale, politique, économique et environnementale très réelle », a-t-il déclaré. « Nous devons prendre les mesures nécessaires pour améliorer notre sécurité collective pour que les Canadiens et la

population mondiale puissent se sentir en sécurité et libres dans leur communauté. », a ajouté Justin Trudeau.

La Russie a annoncé qu'elle ne participera pas au Sommet sur la sécurité nucléaire à Washington. Réagissant à cette décision, la Maison Blanche l'a qualifiée d'occasion manquée et déclaré que Moscou s'isolait dans ce domaine. « La Russie ne fait que s'isoler des discussions sur de tels sujets », a déclaré Ben Rhodes, conseiller adjoint de la Sécurité nationale de la Maison Blanche, ajoutant que la Russie et les Etats-Unis continuaient de collaborer dans le domaine de la sécurité nucléaire.

Le danger du terrorisme nucléaire est permanent, estime le secrétaire général de l'AIEA

Quelques jours avant ce sommet, le secrétaire général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Yukiya Amano, a évoqué la menace grandissante du terrorisme nucléaire et appelé le monde à se prémunir contre cette forme de terrorisme. « Les Etats membres doivent manifester un intérêt accru à renforcer la sécurité nucléaire », a-t-il déclaré, ajoutant que « Le terro-

risme se répand et la possibilité que des matériaux nucléaires soient employés ne peut pas être exclue ». Le chef de l'autorité nucléaire des Nations unies a souligné que la possibilité d'un attentat de ce type, aux conséquences dévastatrices, peut de moins en moins être exclue. « C'est désormais une technologie ancienne et de nos jours les terroristes ont les moyens, les connaissances et les informations » pour réaliser une telle bombe, a-t-il estimé.

Le risque qu'un groupe terroriste se dote d'une arme nucléaire est certes aujourd'hui faible, mais il n'est pas nul, en particulier si ce groupe terroriste bénéficiait de l'aide d'un Etat. Les terroristes pourraient surtout envisager une agression contre des installations accueillant des matières nucléaires ou radioactives ou un attentat par dispersion de matières radioactives.

C'est pour cela que le secrétaire général de l'AIEA a dit qu'outre le risque d'attaque directe sur l'une des installations nucléaires dans le monde, la principale menace provient du vol de matériaux radioactifs. Pour illustrer son propos, Yukiya Amano a fait savoir que durant ces deux dernières décennies, l'organisation qu'il dirige a recensé près de 2 800 cas de trafic, de détention illicite ou de perte de telles substances.

Le danger est permanent

puisque il existe dans le monde suffisamment de plutonium et d'uranium enrichi pour fabriquer l'équivalent de 20 000 bombes utilisées à Hiroshima, selon le Panel international sur les matériaux fissiles, un groupe d'experts. Et l'Etat islamique pourrait facilement fabriquer de telles armes qui répandraient des substances radioactives au moyen d'un explosif classique. « Des bombes sales seraient suffisantes pour semer la panique dans n'importe quelle grande ville dans le monde », a poursuivi le secrétaire général de l'AIEA, précisant que ce genre de bombe pourrait être confectionné avec des matériaux nucléaires largement répandus dans les hôpitaux ou les universités.

Rappelons que le premier sommet sur la sécurité nucléaire avait été organisé à Washington en 2010. Les deuxième et troisième sommets ont été organisés respectivement à Séoul en 2012, en Corée du Sud, et à La Haye, au Pays-Bas en 2014. Ce processus a permis de mobiliser les Etats au plus haut niveau politique pour que les moyens suffisants soient consacrés au renforcement des régimes nationaux de sécurité nucléaires ainsi qu'à renforcer les coopérations internationales pour prendre en compte les risques identifiés.

Nestor N'Gampoula

REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE ET DU DEVELOPPEMENT
DURABLE
PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE (PFDE)

Avis d'appel d'offres national N°: 001/MEFDD-CAB/PREDD/AON/F/2016 relatif à l'acquisition du mobilier de bureau au profit du Projet de Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (PREDD):

« Confirmation de la date d'ouverture publique des offres »

Le Projet Forêt et Diversification Economique (PFDE), agent fiduciaire du Projet de Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (PREDD), informe les candidats soumissionnaires à l'appel d'offre n° 001/MEFDD-CAB/PREDD/AON/F/2016, que l'ouverture publique des offres aura lieu le 05 Avril 2016 à 14 heures 15 minutes précises dans la salle de réunion du PREDD.

La date limite de remise des offres est fixée au 05 Avril 2016 à 14 heures précises, heure de Brazzaville.

Fait à Brazzaville, le 30 MARS 2016

Le Coordonnateur du PFDE

Joachim KONDI



REPUBLIQUE DU CONGO
Unité - Travail - Progrès
Parc National d'Odzala-Kokoua
Unité de Gestion
BP 62, Brazzaville
E-mail: secretariatfok@gmail.com
Tél: 05 615-30-18
www.african-parks.org

Le Parc National d'Odzala-Kokoua a l'honneur d'annoncer l'appel à candidature pour le recrutement d'un Chef de Service Génie Rural.

Responsabilité: Assurer la gestion d'une équipe de plus de 20 personnes; responsabilité du développement du parc en respectant les normes environnementales congolaises (construction de base vie); gestion du parc en absence de la direction; gestion des opérations de logistique; gestion d'un parc automobile étendu (voiture, camion, tractopelle, pirogue); coordination avec des départements aussi divers que lutte anti-braconnage, recherche et monitoring et développement communautaire; Formation requise: PhD en biologie/zoologie ou Ingénieur des travaux de développement rural. Maitrise du système géographique ArcGIS.

Expérience souhaitable: 5 années d'expériences de gestion comme chef de projet de conservation si possible dans une organisation de conservation internationale ou 5 ans d'expérience comme chef de service développement rural/logistique dans une société de construction avec un intérêt certain pour la conservation; planification stratégique de projet; développement du plan de gestion de projet; développement de partenariat entre le secteur privé et public.

Autres requis: Connaissance du Français et de l'Anglais (parle et écrit) indispensable. Expérience de rapports financiers en devises multiples et de commande internationale de matériel. Expérience de lutte anti-braconnage avantageuse.

Lieu de travail: QG du PNOK a Mbomo (Cuvette Ouest); Contrat à durée indéterminée Application (CV et lettre de motivation) à envoyer à emploi.odzala@gmail.com. Clôture des candidatures le 15 Avril 2016.



Administrateurs: Constantin Mbessa, Gilles Desesquelles, Chris Marais, Bourges Djoni Djimbi, Sam Van, Léon Lamprecht, Aurélien Mehoungal, Pacifique Ibabo, Kamga Kamdem



CHEZ NOUS,
ON **DONNE** AVEC LE COEUR



Parce que votre sourire est notre plus belle récompense, nous nous engageons à vous offrir un service au sol et à bord toujours guidé par le dévouement.

Bienvenue chez nous, vous êtes chez vous.

APRÈS LA PRÉSIDENTIELLE DU 20 MARS

Le Groupe ACP salue la réélection de Denis Sassou N'Guesso

Le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique a associé sa voix aux nombreuses autres qui ont salué la victoire du président sortant à l'élection présidentielle organisée le 20 mars dernier au Congo.

Dans une lettre datée du 30 mars, le secrétaire général de ce groupe, Patrick I. Gomes a félicité le président Denis Sassou N'Guesso en ces termes : A l'occasion de votre élection à la magistrature suprême de votre pays, j'ai l'honneur et le plaisir de vous adresser mes vives et chaleureuses félicitations. Je me réjouis du bon déroulement, dans un climat apaisé, du processus démocratique que vous avez si heureusement initié et qui a culminé avec le scrutin présidentiel du 20 mars dernier. Je nourris la ferme conviction que, sous votre haute

et clairvoyante direction, le peuple congolais, inspiré par la vision et la dynamique que vous avez imprimées, poursuivra résolument sa marche vers le développement et le progrès, dans la paix et l'unité, pour son bien-être.

Je voudrais, pour ma part, vous réitérer ma ferme volonté d'œuvrer au renforcement des relations qui existent entre la République du Congo et le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi qu'à la consolidation de son rôle au sein du Groupe, singulièrement dans cette phase critique où s'annonce la perspective post-Cotonou. En vous exprimant mes vœux les meilleurs de bonheur et de santé, ainsi que ceux de succès pour ce nouveau mandat, je vous prie d'agréer, Excellence Monsieur le Président, l'assurance renouvelée de ma haute considération.

La Rédaction

COP 21:

Les pays en développement invités à être prudents pour la signature du traité de Paris

Dans le but de rappeler les pays en développement à murir leurs réflexions avant la signature du traité de Paris, portant sur les changements climatiques et à ne pas se précipiter à donner leurs avis sur cet accord dont la cérémonie de signature est prévue le 22 avril prochain, le directeur du Third World network, Martin Khor a tenu un point de presse, le 30 mars sur la question.

Animant son point de presse, le responsable de third World Network qui est une ONG et un réseau international d'organisations et d'individus engagés dans les causes de l'environnement, du développ-

ment et des relations Nord-Sud, a déclaré que si les pays en développement se précipitent pour signer l'accord de Paris, un accord qui traduira la manifestation de leur volonté à intégrer les principes de ce traité dans leurs législations nationales, ils courent le risque de perdre leurs poids politiques nécessaires, notamment en ce qui concerne les négociations qui leurs permettront à contraindre et à obliger les pays développés à tenir leurs engagements pré-2020. En effet, pour l'orateur, le refus d'apposer leurs signatures, pourrait être un élément clé capable d'amener à l'établissement d'une feuille de route pour la mobilisation des cent milliards de dollars annuels, promis par les pays riches aux pays pauvres, notamment

pour qu'ils arrivent à faire face aux changements climatiques. « *En endureissant leur position, les pays en développement pourraient également obtenir la création d'un mécanisme de pertes et de dommages causés par les conditions météorologiques extrêmes, mais aussi un système de transfert de compétences efficace* », a conclu Martin Khor, tout en précisant que son organisation s'adresse aux pays en développement parmi lesquels, la Chine et l'Inde qui émettent une part significative de ces gaz. Notons que pour être adopté, le traité de Paris devra être signé par 54 pays au moins ou par un nombre inférieur de pays totalisant 55% des émissions de gaz à effet de serre.

Rock Ngassakys

BIRMANIE

Le premier président civil a prêté serment

Le président Htin Kyaw, premier dirigeant birman, proche d'Aung San Suu Kyi, a prêté serment le 30 mars devant le Parlement à Naypyidaw, marquant le début d'une nouvelle ère pour ce pays dirigé depuis près de 50 ans par un gouvernement militaire.

« *Je promets d'être fidèle au peuple de la République birmane* », a juré le nouveau président Htin Kyaw, proche d'Aung San Suu Kyi. L'homme de 69 ans accède au pouvoir, alors que le prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi n'a pu accéder aux plus hautes responsabilités du pays, du fait des particularités de la Constitution héritée du gouvernement militaire.

Cet ami d'enfance d'Aung San Suu Kyi arrive à la tête du pays après cinq ans de transition post-junte. Sa prise de fonction intervient près de cinq mois après des législatives qui se sont révélées un raz-de-marée pour la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), le parti d'Aung San Suu Kyi. Elle-même sera à la tête d'un « super ministère » nouvellement créé, comprenant notamment les Affaires étrangères.

Après l'étape du parlement, Htin Kyaw, élu président par le Parlement le 15 mars, devait se rendre au palais présidentiel pour rencontrer Thein Sein, le président sortant. Cette passation de pouvoir est le dernier acte d'une très longue transition politique qui a commencé après les législatives du 8 novembre 2015, le premier scrutin libre depuis un quart de siècle, et pour lequel les Birmans se sont déplacés en masse.

La NLD a promis de donner la priorité à l'éducation et la santé, deux domaines dans lesquels la Birmanie est l'un des plus mauvais élèves au niveau mondial en matière de budget. « *Le pays est prêt et avide de changement* », estime l'analyste politique Khin Zaw Win, ancien prisonnier politique devenu directeur du centre d'analyse politique Tampadipa.

Un autre grand chantier attend l'équipe d'Aung San Suu Kyi : les conflits armés ethniques. Dans plusieurs régions frontalières, des groupes rebelles réclament plus d'autonomie et affrontent les forces gouvernementales. En outre, dans l'ouest du pays, des milliers de musulmans rohingyas vivent toujours déplacés dans des camps.

Aung San Suu Kyi et son équipe devront aussi manœuvrer pour harmoniser les relations avec l'armée birmane, qui reste très puissante politiquement avec un quart des sièges au Parlement tenu par des militaires non élus.

Yvette Reine Nzaba

Déclaration des Denisiens de Brazzaville Sud suite à l'élection du Président Denis SASSOU N'GUESSO

Les Denisiens de Brazzaville Sud se félicitent de la victoire éclatante du candidat Denis SASSOU N'GUESSO à l'élection présidentielle du 20 mars 2016 dès le premier tour, avec à la clé un pourcentage de 60,39% de suffrages exprimés. Cette victoire incontestable témoigne de l'attachement sans borne que voue le peuple congolais au Président Denis SASSOU N'GUESSO, l'apôtre de la paix et de l'unité nationale, nonobstant les revendications infondées et fantaisistes des membres de l'opposition qui prouvent à souhait qu'ils sont des mauvais perdants et des faux démocrates.

En outre, les Denisiens voudraient attirer la très haute attention des hauts dirigeants de la République que depuis plus d'une décennie, le département du Pool est pris en otage par les ex ninjas Ntsiloulou qui pillent, violent, volent, raquentent, braquent, agressent et font intrusion dans tout processus électoral se déroulant dans le pays, par des menaces verbales et physiques sur les électeurs qui ne peuvent pas ainsi élire le candidat de leur choix. Cette situation dommageable à la paix ne saurait durer. L'Etat doit montrer sa force et imposer sa loi dans un département où les citoyens ont perdu ce qu'ils ont de plus précieux à savoir : la dignité et le libre choix de leurs dirigeants. Les Denisiens de Brazzaville Sud rendent un



hommage mérité à tous les congolais du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest qui ont fait preuve de patriotisme et de clairvoyance en plaçant avant tout le Congo au centre de leur priorité en votant utile.

Les Denisiens de Brazzaville Sud exhortent tous les citoyens épris de paix, de justice et d'équité à ne pas céder aux menaces et aux intimidations des ennemis de la paix et de la démocratie qui veulent déstabiliser notre beau pays le Congo.

Les Denisiens ne céderont pas ! Les Denisiens ne céderont pas ! Les Denisiens ne céderont pas !

C'est pourquoi, les Denisiens demandent aux autorités de bien vouloir prendre toute leur responsabilité pour garantir la sécurité et la paix sur toute l'étendue du territoire national.

Vive le Congo uni et prospère ;
Vive la Nouvelle République ;
Vive le Président Denis SASSOU N'GUESSO.

Fait à Brazzaville le 28 mars 2016

La présidente
Yvette NTETANI

AVIS D'APPEL D'OFFRES

REPUBLIQUE DU CONGO
PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES (PADEF)
FINANCEMENT OFID (N° du PRET. 1295-P)
Appel d'Offres National No: T01/2016/PADEF/UNGP/RPM

TRAVAUX DE REHABILITATION DE 16,20 KM ET DE CONSTRUCTION DES OUVRAGES DE LA PISTE YOKAMA-MADZIA DANS LE DEPARTEMENT DU POOL

1. Le Gouvernement du Congo a reçu un PRET du Fonds OFID (N° 1295-P) pour financer le Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce PRET pour effectuer des paiements au titre du marché des travaux de réhabilitation et de construction des ouvrages de la piste Yokama-Madzia, sur un linéaire cumulé de 16,20 km dans le Département du Pool.

2. Le Coordonnateur du Programme d'Appui au Développement des Filières agricoles (PADEF), invite les soumissionnaires éligibles et qualifiés à présenter leur soumission cachetée en vue de réhabiliter 16,20 km de la piste Yokama-Madzia, sur un linéaire cumulé de 16,2 km, construire et/ou réhabiliter 3 ouvrages de traversée. Ces travaux sont repartis en trois (3) lots distincts :

N° du lot	Dénomination de la piste ou des ouvrages	Nombre d'ouvrages	Localisation des ouvrages	Distance (mètre linéaire)	Observations
1	Réhabilitation de la piste Yokama-Madzia	-	-	16 200	Uniquement les travaux de traitement de la piste
2	Construction dalots simples 1.00 x 1.00 x 9m	2	PK2+600 et PK2+900	-	Travaux de construction
3	Construction dalot simple 2.00 x 2.00 x 9m	1	PK 15+0.50	-	

Les entreprises intéressées pourront soumissionner pour un ou plusieurs lots.

Le délai maximum des travaux prévu est de six (06) mois pour le lots 1 et de trois (03) mois pour les lots 2 et 3, à compter de la date de notification de l'ordre de démarrage des travaux.

3. L'Appel d'Offres se déroulera conformément aux procédures d'Appel d'offres définies dans l'Accord de financement et est ouvert à tous les soumissionnaires des pays qui répondent aux critères d'éligibilité tels que définis dans le Dossier d'appel d'offres.

4. Les soumissionnaires intéressés éligibles peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de l'Unité Nationale de Gestion du programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF) - Tél : 06 658 59 19 - Email : blprodercongo@yahoo.fr / secretariat@padef.org et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse indiquée ci - après du Lundi au Vendredi de 8 h 30 à 16 heures.

5. Les conditions minimum de qualification comprennent :

- Les copies des documents originaux de constitution en société ou du statut légal, du lieu d'enregistrement et du siège de l'entreprise du Soumissionnaire ;
- Une procuration écrite du signataire habilité
- L'attestation de non faillite;
- La justification de la conformité vis-à-vis de la législation fiscale et administrative congolaise;
- La justification d'un chiffre d'affaires en travaux BTP au cours des cinq (5) dernières années au moins égal à deux (2) fois le montant de son offre ;
- La possession d'une expérience d'au moins deux exécutions de travaux similaires (nature et taille) à ceux objet de l'Appel d'Offres ;
- La capacité financière : l'entreprise doit disposer d'un montant minimum de liquidités et/ou de crédit net d'autres engagements contractuel pour des montants respectivement de :

- Lot n° 1 : 110 000 000 F CFA ;

- Lot n° 2 : 5 175 000 F CFA ;

- Lot n° 3 : 4 963 000 FCFA

- La mise à disposition du chantier des équipements et du personnel clé pour l'exécution des travaux.

La marge de préférence au bénéfice des entrepreneurs ou groupements d'entreprises nationaux ne s'appliquera pas.

6 - Le Dossier d'appel d'offres complet en français peut être acheté par les soumissionnaires intéressés à l'adresse ci-dessous contre paiement d'un montant non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA. La méthode de paiement sera au comptant (espèces).

7 - Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessous au plus tard le 03 mai 2016 à 12 heures, heure locale. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires présents à l'adresse mentionnée ci-dessous le 03 mai 2016 à 13 heures précises à l'Unité Nationale de Gestion du programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF).

Les montants de la garantie de l'offres en francs CFA ou équivalent est respectivement de :

- Lot n° 1 : 6 556 000 F CFA ;

- Lot n° 2 : 311 000 F CFA ;

- Lot n° 3 : 298 000 FCFA

Le pli devra porter la mention « AON No: T01/2016/PADEF/UNGP/RPM - Travaux de réhabilitation de 16,2 km et de construction des ouvrages, de la piste Yokama-Madzia dans le Département du Pool - A n'ouvrir qu'en séance publique de dépouillement »

8 - Il est demandé au soumissionnaire de visiter les chantiers et leurs environs et d'obtenir par lui-même et à ses risques tous les renseignements qui peuvent s'avérer nécessaire pour la préparation de l'offre et à la conclusion d'un contrat. Les coûts liés aux visites des chantiers seront à la charge du soumissionnaire.. Les visites des chantiers se tiendront le 19 avril 2016 à 10 h 00 sur les sites des travaux. Un certificat de visite sera délivré à cet effet.

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est:

Unité Nationale de Gestion du programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)

Adresse : Parcelles n° 70/42 et 70/43 rue Issac LOCKO - quartier Blanche GOMEZ (derrière l'ambassade des USA-) / Brazzaville

Tél : 06 658 59 19

Email : secretariat@padef.org / blprodercongo@yahoo.fr

Le Secrétaire Permanent de la CGMP

Charles KINZENZE

NOUVELLES DU JAPON

Les sapeurs du Congo-Brazzaville à l'honneur à Tokyo

Le photographe japonais, M. Kunio Chano, a organisé une exposition sur les sapeurs congolais dans la capitale japonaise sous le parrainage de la grande Société Commerciale Japonaise SEIBU Corporation, ainsi que de l'appui de l'ambassade du Congo au Japon.

La cérémonie de lancement de ladite exposition a eu lieu, le 28 mars, devant un parterre de journalistes, dans les locaux de l'immeuble Seibu, au 7ème étage, ponctuée par le discours d'ouverture prononcé par M. Tomio Takamura, président exécutif et Manager de la Branche de Tokyo et par le mot de circonstance de l'invité d'honneur, M. Boniface Lézona, le chargé d'Affaires a.i de l'ambassade du Congo au Japon. La communauté des «Sapeurs du Congo-Brazzaville» a été représentée par M. Séverin Mouyengo, habitant de Madibou, qui a pu bénéficier de l'assistance des sponsors japonais, pour venir assister à ce grand événement culturel qui participe à la promotion des relations, si excellentes, existant entre le Japon et le Congo.

Dans le droit fil, il nous faut signaler, deux autres faits saillants qui ont mis en valeur le Congo sur



Boniface Lézona, le Chargé d'Affaires a.i de l'Ambassade du Congo au Japon (DR)

le devant de la scène, à Tokyo, au cours de cette semaine, notamment: un don de 1000 brosses à dents qui a été mis à disposition

de l'ambassade du Congo à Tokyo, le 26 mars 2016, par un fervent admirateur des «Sapeurs du Congo-Brazzaville», le Docteur

Muneharu Iwamoto, stomatologue; la participation de l'ambassade du Congo, ce même 26 mars, à une exposition sur les produits

des personnes élégantes) a pris une dimension culturelle assez particulière, auprès des hommes d'affaires japonais qui ont compris que la SAPE peut leur procurer davantage de profits, si elle est bien exploitée, notamment en termes de promotion des industries du textile, du cuir, des écoles de formation (couturiers, stylistes, cordonniers, managers, linguistes) et des maisons de vente d'habits et d'autres articles liés au mode vestimentaire. La politique de diversification de l'économie congolaise, poursuivie par notre gouvernement, conduit indubitablement à la diversification de nos partenariats et nous édifie qu'aucun domaine ne peut être négligé.

Il est important aujourd'hui que notre pays étudie les voies et moyens de mettre à profit les atouts de ses ressources humaines et de ses potentialités économiques pour consolider la paix et sa stabilité, par exemple, en renforçant les relations culturelles entre le Japon et le Congo : organiser des rencontres et compétitions entre «Sapeurs» congolais et japonais, de manière alternée; promouvoir l'éco tourisme, par la création des sites touristiques, des agences de voyage, des écoles et instituts de tourisme et de langue, élargir le parc hôtelier; conclure des accords de jumelage entre villes japonaises et congolaises ou entre universités etc.

En ce qui concerne le lot de 1000 brosses à dents, l'ambassade du Congo prendra attache avec les organisations caritatives en place au Congo, tels les orphelinats, les maisons d'hébergement des personnes de 3ème âge, pour les pourvoir, chacun, d'un lot de 100 brosses à dents, en présence de «Sapeurs».

Les Dépêches de Brazzaville

de la faune et de la flore sauvages africaines, intitulée Tokyo Zoos «Africa Fair», dans l'enceinte du Tama Zoological Park, situé à environ 50km, au nord de Tokyo.

A l'instar des dons en kimonos de judo et des chaussures de sport fournis, l'an dernier, au gouvernement congolais, par des institutions gouvernementales, parlementaires et de la société civile Japonaises, à la demande de l'ambassade du Congo à Tokyo, il est intéressant de signaler que les dons de brosses à dents et les deux expositions citées ci-dessus sont des activités qui font connaître le Congo auprès des investisseurs et hommes d'affaires japonais et des autres pays du monde, mais également, qui renforcent la coopération entre le Japon et le Congo.

Il est évident, aujourd'hui, que le fait sociologique de la «SAPE» (Société des «ambianceurs» et

Radisson BLU
M'BAMOU PALACE HOTEL
BRAZZAVILLE

**TRU BLU
TRU WEEKEND**

DÎNEZ ET RÊVEZ À BRAZZAVILLE

Dîner au M'Bamou Larder
Nuitée en chambre standard
Petits déjeuners inclus

Pour deux personnes : 199.000 XAF

Offre valable en Avril 2016
En fonction des disponibilités de l'hôtel
Dîner hors boissons

RADISSON BLU M'BAMOU PALACE HOTEL
Avenue Amilcar Cabral Centre Ville, Brazzaville, République du Congo
T: +242 05 050 60 60 reservations.brazzaville@radissonblu.com
www.radissonblu.com/en/hotel-brazzaville

CAN 2017

Le classement des buteurs



Le Burundais Fiston Abdul Razak est en tête du classement des buteurs

- 1) Fiston Abdul Razak (Burundi), 5 buts
- 2) Fodé Doré (Congo), El Arabi (Maroc), Jebor (Liberia), Morsi (Egypte), Sessègnon (Bénin), Slimani et Soudani (Algérie), 4 buts
- 9) J.Ayew (Ghana), Chikhaoui (Tunisie), Evouna (Gabon), Kalengo (Zambie), Kebede (Ethiopie), Khalil (Mauritanie), Luis Leal (Sao Tomé), Salah (Egypte), Sugira (Rwanda) et Zubyia (Libye), 3 buts

Les buteurs congolais :

Fodé Doré (4 buts), Jordan Massengo (2 buts) et Prince Oniangué (1 but)

Camille Delourme

PRÉSIDENTIELLE 2016

L'heure des ambitions a sonné au sein de l'opposition

Alors que la Céni n'a pas encore publié le calendrier électoral et que la tenue des élections dans les délais constitutionnels devient de plus en plus hypothétique, quelques partis de l'opposition sont en passe de désigner leurs candidats à la présidentielle.

Ça bouillonne dans l'opposition. Le débat enfle autour d'un candidat unique censé porter le projet de l'ensemble de cette famille politique dans la perspective de l'alternance tant souhaitée. Après le conclave du G7 ayant abouti au choix de Moïse Katumbi comme candidat-président, d'autres formations politiques de l'opposition s'organisent, prêtes à tenir aussi leur congrès. À l'Union pour la Nation (UNC), on s'active déjà pour tenir, probablement d'ici fin avril, un congrès pour entériner la candidature de Vital Kamerhe à la magistrature suprême du pays. Tout en saluant la démarche du G7 qui s'inscrit dans la quête d'un candidat commun de l'opposition, l'UNC entend elle aussi jouer sa partition en désignant son propre candidat.

Bien avant, l'Écidé, un autre parti affilié à la Dynamique de l'opposition, avait investi officiellement son leader Martin Fayulu comme candidat-président de la République. Entre-temps, Étienne Tshisekedi qui est

en passe de regagner le pays après plusieurs mois passés à Bruxelles pour des soins, n'est pas en reste dans cette course à la présidentielle initiée dans les rangs de l'opposition. Il est et demeure le candidat naturel de l'UDPS, comme l'a fait savoir un cadre du parti. En attendant qu'il soit désigné officiellement par le congrès en cours de préparation, le vieil opposant croit encore avoir des ressources pour négocier un nouveau challenge. C'est dire qu'à ce stade, l'heure est à l'expression des ambitions au sein d'une opposition congolaise qui n'a jamais appris à regarder dans une même direction. « *Il faut laisser les ambitions s'exprimer clairement et davantage, quitte à faire le ménage lors des primaires* », tel paraît être, à ce stade, le credo de l'opposition face aux difficultés de gérer les appétences des uns et des autres.

La difficulté est bien réelle comme le perçoit si bien Moïse Katumbi qui s'est investi pleinement dans la quête de rallier ses pairs de l'opposition autour de cette thèse du candidat commun. Il en fait sa priorité tout en promettant de répondre très bientôt à la proposition que le G7 lui a faite d'être son candidat à la présidentielle. La réunion tripartite Tshisekedi-Katumbi-Kamerhe engagée tout récemment à Bruxelles dont aucun détail n'a filtré laisse penser que les choses ne

sont pas aussi simple qu'on le croit. « *En plus des concessions difficiles à obtenir, l'organisation des primaires en elle-même par rapport à la détermination du corps électoral risque d'être un élément de blocage vu que tous les partis de l'opposition n'ont pas le même encrage sociologique* », fait remarquer un analyste.

À la majorité, l'on s'interroge sur le sens de cette agitation observée dans les rangs de l'opposition, laquelle agitation ne s'explique outre mesure étant entendu que la Céni n'a pas encore publié un nouveau calendrier électoral réaménagé. C'est ce document qui devrait, selon elle, servir de repère à toute démarche de désignation des candidats aux élections pour tous les partis politiques. En faisant une fixation sur le délai constitutionnel de novembre 2016 pour la tenue hypothétique de la présidentielle, l'opposition fait fi des contraintes techniques brandies par la Céni pouvant justifier le report devenu incontournable des scrutins. Une façon pour elle de mettre la pression sur le gouvernement dont le peu d'empressement à décaisser les fonds nécessaires au bénéfice de la Céni, inquiète. Qu'il y ait élections ou pas, l'opposition a tout intérêt à rester unie.

A.D.

ÉLECTION DES GOUVERNEURS

L'opposition a mal évalué la tâche et l'adversaire

Paraphrasant Victor Hogo, Alain-André Atundu, le porte-parole de la majorité présidentielle, a rappelé qu'au lendemain d'une grande bataille, l'aube se lève toujours sur des cadavres. Sa famille politique, a-t-il insisté, a remporté une victoire écrasante pour la simple raison qu'elle ne s'est trompée ni d'objectifs ni d'électeurs. «Pendant que l'opposition s'adressait de préférence aux bas instincts de la foule, la majorité présidentielle a agi sur trois cordes sensibles : l'intelligence, le coeur et la conscience de chaque député-électeur». Et le résultat est une victoire incontestable et sans bavure.

André-Alain Atundu Liongo a réuni, le 1er avril, la presse nationale et internationale pour faire le tour des questions brûlantes de l'actualité très agitée de la RDC. Il a ouvert d'abord une parenthèse sur le sort des Congolais pris au piège lors des attentats terroristes de Bruxelles. Parmi les victimes, il y a Yves Tshiyombo qui a laissé une veuve et deux enfants. D'autres victimes vivantes portent toute la douleur de la sombre journée du 22 mars 2016. Le porte-parole de la majorité présidentielle leur a souhaité un prompt rétablissement, particulièrement au vice-président de l'Assemblée nationale. Mais il y a également ceux qui en ont échappé sans dommages. C'est le cas du léopard Mbokani. Face à cet évènement tragique, André-Alain Atundu a rappelé que la RDC n'est pas épargnée, particulièrement dans sa partie est où les forces de sécurité s'attellent à sécuriser les populations de Beni et de l'Ituri contre les actions de l'ADF et d'autres groupes terroristes. Le terrorisme,

a-t-il renchéri, n'est pas un privilège exceptionnel réservé à certains États et inaccessible à d'autres. Il a condamné ces actes ignobles tout en appelant à une solidarité et une coopération entre les États.

Après cette entrée en matière, il y a bien entendu le plat de résistance. En effet, l'actualité politique reste dominée par les retombées de l'élection des gouverneurs. André-Alain Atundu a rejeté les accusations et imputations sans fondement réel et crédible sur l'argent qui aurait été distribué aux députés pour acheter leur conscience. Même au cours des échanges, la question d'une corruption à grande échelle est revenue avec force.

«*Une campagne électorale a un coût intellectuel, humain et financier. Ne pas en tenir compte dans sa stratégie, c'est faire montre d'une naïveté déconcertante*». Toutefois, il faut chercher la cause de la débâcle de l'opposition simplement dans sa campagne. Les députés provinciaux constituaient le corps électoral. «*Nous avons construit un exposé de motif convaincant et une argumentation percutante pour convaincre les députés électeurs*». Il a accusé l'opposition de refuser de voir la réalité en face et de chercher à saper l'action positive de la majorité et les résultats appréciables du président Kabila. Selon lui, certains leaders des partis politiques sont aveuglés par une ambition présidentielle précoce. Pour sa part, la majorité a déposé également à son niveau une requête de recours à la cour d'appel pour certains cas d'irrégularités et de violation des dispositions légales.

Pour André-Alain Atundu, le dialogue reste opportun au regard des enjeux et défis du processus électoral. D'ailleurs, l'Union africaine a désigné Edem Kodjo comme facili-

tateur international, avec le soutien du secrétaire général de l'ONU. C'est une occasion de mener une réflexion sur la gouvernance électorale et ses pesanteurs professionnelles. Il y a, par exemple, l'analyse indispensable sur la prolongation de fait des mandats des sénateurs et députés provinciaux mais aussi l'analyse des actes de l'opposition au regard de son statut légalement reconnu. Les tentatives récurrentes de recours à la violence de rue donne forcément une matière à réflexion. En cette période importante pour la question électorale et son incidence sur les échéances à venir, il faut surtout éviter de distraire l'opinion, a-t-il soutenu. «*Il ne leur est pas permis d'éclairer le peuple sous un faux jour pour empêcher au président Kabila de poursuivre la réalisation du destin du peuple congolais*». La démocratie doit continuer à demeurer une solution aux réalités du pays et une voie de l'espoir.

Au-delà de décembre 2016, il n'y aura pas de vacance car la Constitution prévoit que le président reste en fonction jusqu'à l'installation effective du président élu, a-t-il martelé. À ce sujet, André-Alain Atundu salue la lucidité du Conseil de sécurité qui a utilisé l'expression «*élections en temps voulu*». Même d'autres institutions dont l'Union africaine et l'Organisation internationale de la francophonie abondent dans le même sens en parlant d'élections à «*bonne date*». Pour lui, ces prises de position viennent confirmer les difficultés du processus et l'urgence de tenir un dialogue. Les Nations unies devraient plutôt tenir compte des avis techniques de la Céni et de l'issue du dialogue dans ses recommandations.

Laurent Essolomwa

Le G7 mise sur Moïse Katumbi

L'ex-gouverneur du Katanga, à en croire les membres de ce regroupement politique, présente le profil idéal pour assurer un leadership responsable et faire aboutir son programme commun de gouvernement.

Le récit était connu d'avance, celui que devaient faire le 30 mars les membres du G7 à la clôture de leur conclave tenu à Ste-Anne à Kinshasa. Sans surprise, puisque la nouvelle avait déjà fuité la veille, Moïse Katumbi a été plébiscité candidat officiel du G7 à la présidentielle prévue pour le 27 novembre 2016 mais dont la tenue dans les délais constitutionnels demeure toujours hypothétique. L'ex-gouverneur du Katanga est donc tenu de porter le projet des sept partis frondeurs éjectés de la majorité présidentielle en raison de leur opposition à tout prolongement du mandat du président Joseph Kabila.

L'identité des vues qui se dégage entre le G7 et le richissime homme d'affaires au sujet notamment des valeurs de la République, des idéaux démocratiques et des objectifs à atteindre dans leur combat commun ont dissuadé les participants au conclave quant à la pertinence de leur choix. Le président Charles Mwando Nsimba et ses pairs pensent que Moïse Katumbi présente le profil idéal pour assurer un leadership courageux, visionnaire, dynamique, rassembleur, fort et capable de relever les défis majeurs auxquels le pays fait actuellement face dans tous les domaines. C'est pratiquement un appel de pied qui est fait à l'endroit du président du TP Mazembe qui n'a pas encore relevé le gant, se gardant encore de se prononcer officiellement sur sa candidature.

En tout cas dans son entourage, on est convaincu de l'effet d'entraînement que pourrait produire cette requête du G7 dans le chef d'autres forces sociopolitiques acquises au changement en vue d'aboutir à une candidature unique et/ou commune de l'opposition. D'ores et déjà le G7 promet un soutien tous azimuts à son candidat président de la République sur fond d'une large mobilisation des Congolais autour de sa candidature.

Alain Diasso

SECTEUR BANCAIRE

La BIAC n'est pas en situation de faillite

Le dossier Biac avait été tout récemment au centre de l'actualité poussé en cela par une certaine presse à sensation ayant vocation à relayer de fausses informations sur la base des rumeurs non vérifiées.

Dans l'opinion, la thèse de la faillite de cette banque a été distillée au grand dam des épargnants dont beaucoup ont craint, à juste titre d'ailleurs, que cette structure bancaire ne mette la clé sous le paillason. Après vérification, il en résulte qu'il n'en est rien. Face à ce qui ressemble fort à une intoxication à grande échelle, le gouvernement a tenu, par l'entremise du ministère de la Communication et Médias, à rassurer l'opinion tout en invitant les clients de la Biac à la sérénité. «*La Biac qui détient un maillage territorial très dense dans notre pays continuera à participer activement à l'émergence économique de la RDC*», peut-on lire dans le communiqué de presse parvenu ce 31 mars aux Dépêches de Brazzaville. «*La Biac qui est aujourd'hui la troisième banque en RDC avait fait l'objet d'un audit de la Banque centrale du Congo de juin 2015 à février 2016. Cet audit a confirmé la solidité des fondamentaux de cette banque. Quelques problèmes organisationnels mis à jour par les auditeurs ont justifié l'élaboration d'une nouvelle feuille de route plus ambitieuse et d'un plan de refinancement et de réorganisation sous la supervision de la Banque centrale. Il s'agit là des mesures techniques opérationnelles et d'une stratégie de consolidation et de croissance normale qui ne doivent pas créer l'agitation*», précise le communiqué. Sur la base de l'audit précité et de ses conclusions, la Biac avait engagé une série de discussions avec la Banque Centrale du Congo (BCC) sous la supervision du gouvernement afin de rétablir sa rentabilité et de consolider son bilan à très brève échéance.

Ces discussions, indique-t-on, sont à un stade avancé et ont déjà permis d'obtenir un premier accord signé de la BCC sur une opération de réescompte à hauteur de 16 milliards de francs congolais. D'autres solutions techniques sont à l'étude sur des dettes publiques en souffrance pour des montants globaux qui avoisinent 24,3 milliards de francs congolais, soutient une récente mise au point de la Biac. Cette dernière, comme allègue ses cadres, «*est à l'entière disposition du gouvernement afin de trouver une solution durable pour solliciter auprès de la BCC une ligne de refinancement, en tenant compte des garanties de l'État accordées sur certaines de ces dettes publiques*».

A.D.

CLÔTURE DU MOIS DE MARS

La Fondation Mwimba Texas honore Maman Marie Oyeka Embongo

L'action envers cette vieille dame albinos de 99 ans permet non seulement de l'honorer mais aussi de contredire tous les préjugés selon lesquels les albinos ne vivent pas longtemps.

Une forte délégation de l'ONG des albinos, la Fondation Mwimba Texas (FMT), conduite par son président, le catcheur albinos Alphonse Mwimba Makiese Texas, s'est rendue, le 31 mars, à N'djili, au domicile de Maman Marie Oyeka Embongo, une albinos de 99 ans. Cette visite que la pluie qui s'est abattue dans la matinée de la cette journée n'a pas pu annuler, comporte, selon le président de la FMT, une double signification. Elle permet à cette ONG de rendre hommage à cette dame albinos presque centenaire et vise également à annihiler, dans l'imagerie populaire, les préjugés selon lesquels les albinos ne vivent pas longtemps. « Par rapport à la mission de notre ONG, de travailler pour l'intégration des albinos et de lutter contre la stigmatisation dont ils peuvent être victimes dans la société, présenter une femme albinos de 99 ans permettra de balayer les préjugés selon lesquels les albinos ne vivent pas longtemps », a noté le président de la FMT, Alphonse Mwimba Texas.

À N'djili, la FMT n'est pas allée les mains mortes. Dans sa gibecière, cette ONG a amené plusieurs cadeaux destinés à cette dame albinos. En plus de l'habillement



Maman Marie Oyeka Embongo, Mwimba Texas et l'honorable Kiaku Mayamba. Photo Adiac

de la maman albinos, l'équipe dirigée par Alphonse Mwimba Makiese Texas, a ajouté un lot de crème solaires, un carton de savon Monganga, un carton de lait Vitmilk, un sachet de sucre et de la semoule. La FMT a également profité de cette occasion pour offrir à cette dame le livre de la photographe belge Patricia Willocq constitué dans le cadre du projet Blanc-ébène, soutenu par la grande fondation Gertler, cette organisation qui prend également en charge la scolarisation de vingt enfants albinos à Kinshasa.

Une action saluée par le bénéficiaire et par les partenaires

La FMT a été accompagnée, dans cette visite, par le président de la Commission socioculturelle

à l'Assemblée provinciale de Kinshasa, le député Jean-Baptiste Kiaku Mayamba. Ce dernier s'est dit satisfait des actions menées par l'ONG des albinos et a promis d'accompagner la FMT à toutes ses activités. Cet élu de Kinshasa a également encouragé Mwimba Texas et son organisation de continuer dans cette voie de la conscientisation et la lutte pour les intérêts des albinos. Il a profité de sa présence pour offrir un exemplaire d'un livre qu'il a écrit sur la situation de la population à la commune de Ngaliema qu'il a dirigée et pour rappeler aux albinos qu'ils sont des hommes à part entière, comme les sont également ceux qui ne sont pas atteints d'albinisme.

Maman Marie Oyeka Embongo a été émue du fait que la FMT et son président, qui lui ont permis de sortir de l'anonymat en tant que vieille albinos de 99 ans, continuent à penser à elle chaque fois que l'occasion se présente. « C'est Mwimba Texas qui m'a sorti de l'ombre alors que les gens pensaient que les albinos ne vieillissent pas. Aujourd'hui, je suis reconnue comme une vieille albinos et, par les actions menées par cette fondation, même mes petits-enfants qui sont à l'étranger m'appellent pour me dire qu'ils m'ont vue dans des livres et sur Internet. Merci pour cette lumière posée sur moi », a-t-elle dit en guise de remerciements. Elle a également fait observer que c'est

Mwimba Texas, par sa fondation qui a permis que les albinos soient considérés comme des hommes à part entière. Il est, à l'en croire, le précurseur de toutes les autres actions qui sont menées dans le pays au bénéfice des albinos.

Les femmes albinos de la FMT ont, elles aussi, profité de cette occasion pour honorer Maman Marie. Elles ont émis le souhait de la voir totaliser un siècle voire le dépasser.

La FMT se prépare à fêter la journée des albinos

Alphonse Mwimba Makiese Texas à rappeler que l'ONG des albinos, la FMT, s'appête à célébrer, le 13 juin, la deuxième édition de la Journée des personnes vivant avec albinisme consacrée par les Nations unies. Pour cette cérémonie prévue au Jardin botanique de Kinshasa, cette organisation attend près de quatre cents albinos dont ceux venant des autres pays d'Afrique et du monde parmi lesquels le Français Joseph Sueco, responsable de l'ONG Aide aux enfants défavorisés en Angola.

Le président de la FMT a ainsi appelé les âmes sensibles à emboîter le pas aux différents partenaires de cette ONG dont KPM Cargo, la Fondation Gertler, VitMilk, l'honorable Clément Kanku, Basile Lunguana, le général Tshomba Ondo qui soutiennent de temps en temps les actions de cette fondation.

Lucien Dianzenza

RALENTISSEMENT DE L'ÉCONOMIE

Le spectre d'un crash financier

Après quatre années de stabilité ininterrompue, l'économie congolaise présente des signaux de faiblesse. Selon les analystes avertis, la RDC ne pouvait pas sortir de cette longue exposition à un choc minier sans des séquelles. La crise mondiale surtout chinoise, avec ses effets directs dont la baisse des cours des matières premières, a eu des effets terribles sur les exportations minières congolaises et même de l'ensemble de la région. À présent, le doute s'empare du secteur financier.

Plusieurs signaux ont révélé un profond malaise de l'économie congolaise tant à la fin de 2015 qu'en ce début 2016. L'année dernière, la RDC a revu à la baisse à deux reprises ses projections de croissance, passant de 10 à 7%. Cet ajustement successif est consécutif à la baisse des cours des matières premières. Mais aucune reprise durable du secteur n'est en vue malgré la légère décrispation actuelle. En effet, le tout dernier rapport publié le 28 mars 2016 (étude

intitulée Buffalo Jump) par Barclays reste très pessimiste. Selon la banque britannique, il faut s'attendre à une lourde chute des cours des matières premières qui pourrait être provoquée par une vague de prise de bénéfices. Actuellement, martèle la banque, les investisseurs cherchent à liquider leurs actifs rapidement et à l'unisson en pariant sur des gains, avec des conséquences potentiellement négatives. Preuve d'une situation jugée sérieuse par la RDC, le gouvernement devrait présenter prochainement un collectif budgétaire pour ajuster les prévisions des recettes du pays. Un secteur comme le pétrole, par exemple, ne pourra même pas rapporter le huitième des recettes projetées en 2016 à la suite de la baisse des cours mondiaux. D'où les coupes budgétaires qui ne manqueront pas certainement dans le train de vie de l'État dans le budget aménagé.

2016, année de confirmation de l'alerte

Autre signal préoccupant, il y a eu un début de surchauffe au niveau du marché de change à la

fin de 2015. Cette situation s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2016. À l'origine de la surchauffe, certains analystes soupçonnent les effets combinés de plusieurs développements. D'abord, il y aurait eu un retrait des devises à la suite de la fermeture de certaines entreprises minières dans le Katanga et la mise en chômage du personnel. Cela a conduit forcément à une baisse du niveau de circulation de la devise américaine. Pour y faire face, le gouvernement a pris des mesures d'accompagnement. Il faut signaler également un autre phénomène responsable de la surchauffe. Une masse de devises étrangères quitte le pays par le canal du commerce, un secteur d'ailleurs en explosion au pays. À Lufu, près de la frontière angolaise, ou ailleurs dans le monde, la devise américaine sert de monnaie d'échange à l'achat des produits de base et autres articles revendus localement. La RDC ayant une économie « dollarisée », la montée du commerce est une occasion de sortie d'une masse incontrôlée de devises étrangères. Là également, le gouvernement a arrêté

des mesures pour mieux réguler la sortie des devises étrangères.

Effet de contagion

Avec ces principaux indicateurs en difficulté, il y a le doute qui s'installe car l'économie congolaise n'affiche pas une résilience face au choc externe, du moins au stade actuel de son développement. Et en perdurant, cette situation va avoir des effets sur la totalité des autres secteurs et agrégats macro-économiques pour la simple raison que la croissance est tributaire de la production nationale, elle-même dépendante de plusieurs facteurs comme l'énergie mais également et surtout les conditions du marché. Dès lors, on craint que le choc finisse par entraîner des effets néfastes sur le secteur financier.

En effet, il y a un lien très étroit entre ce dernier et le secteur économique. Les changements même mineurs de l'environnement économique se répercutent parfois violemment sur le secteur financier. Et les soubresauts de fin d'année 2015 ont eu des effets sur des indicateurs vitaux pour le secteur

financier. Le cas de l'inflation qui continue de monter au premier trimestre 2016. Même si une certaine opinion fait prévaloir le fait que la monnaie locale est restée stable une bonne partie de l'année 2015, elle continue malgré tout à afficher une fragilité. Et l'année 2016 connaît toute sorte de pression notamment politique, avec un processus électoral très chaud. Dès lors, le secteur financier doit être plus attentif, mettent en garde les analystes. Il faut une meilleure surveillance des risques dans les actes quotidiens des institutions financières. Certainement, celles-ci ne lanceront plus des projets trop ambitieux pour se concentrer davantage à la solidité de l'organisation et du système de gestion des risques, au grand dam du développement économique de la RDC. En effet, on craint plus que tout un repli stratégique des banques et institutions de micro-finance. Au regard de l'évolution de la vie politico-économique de la RDC, les perspectives d'avenir du secteur financier restent assez sombres.

Laurent Essolomwa

COUPE ET COUTURE

Un centre d'apprentissage ouvert au Camp Kokolo

Œuvre de l'ONG Moseka dont il porte le nom, le nouvel établissement destiné à l'encadrement des enfants de militaires est une sorte de projet pilote qui a l'ambition de s'étendre à l'ensemble de la RDC, voire à tous ses camps.

À l'inauguration du Centre Moseka, le 26 mars, Noëlla Budjamabe Moseka, présidente et coordinatrice de l'ONG Moseka, s'est fortement réjouie d'avoir pu « concrétiser ce rêve ». Le lancement de la promotion Ekuse, la première, d'ici à fin avril prévoit d'intégrer la formation d'hôtesse d'accueil à celle de la coupe et couture. C'est là un réel motif de fierté pour la styliste qui entend de la sorte. « Partager mon expérience avec mes frères et sœurs », dit-elle. Toujours chagrinée que la progéniture des militaires soit tenue pour des enfants peu recommandables, « *Bana basoda bana te* », comme l'on a coutume de le dire à Kinshasa, Noëlla a, pendant quinze ans, caressé le vœu de pouvoir un jour contredire ce cliché. Dès lors, la mise en route du centre de formation



Le député Zacharie Bababaswe en visite guidée du centre

dont fait partie le premier bâtiment inauguré dédié à l'apprentissage de la couture poursuit un double objectif, un double partage. Savoir qu'elle a en vue d'y assurer, d'une part, « l'encadrement moral et spirituel des enfants de militaires », guidée par sa foi chrétienne, et, d'autre part, « l'apprentissage d'une activité génératrice de revenus ». Menuiserie, cordonnerie, informatique et mécanique sont les filières proposées dans l'ensemble du projet. Profitant de l'occasion, Noëlla Budjamabe a profité de l'inauguration du centre pour une remise de brevets à ses anciens apprenants devenus collaborateurs dans son atelier de couture, lesquels apprenants lui prêteront main forte pour la formation à

venir. Seul homme parmi les cinq dames brevetées, Patou Mukinayi a tenu ce certificat pour une récompense pour les services rendus au côté de son mentor. Ses homologues Londa Linda, Niclette Kadima, Clarisse Makumbu, Chimène Nzuzi et Déborah Moliba ont toutes affirmé leur satisfaction d'appartenir à une équipe dynamique.

Défilé « unique en son genre »
Cerise sur le gâteau, comme pour réaffirmer sa volonté de partager un talent qu'elle exerce avec passion, la présidente de l'ONG Moseka a présenté les dernières réalisations de son atelier à l'assistance réunie pour l'événement du jour. Un défilé de mode exceptionnel baptisé « *unique en son genre* » a agrémenté la cérémonie. Le catwalk de circonstance constitué d'un tapis rouge n'a pas seulement accueilli des mannequins professionnels.

Inscrit dans sa démarche personnelle visant à revaloriser l'image de la personne humaine, Noëlla a choisi de faire défiler des modèles peu ordinaires. Sa collection de prêt-à-porter a fait de l'effet sur le public surpris de voir sur le catwalk des grandes tailles rivaliser avec les courantes ; une femme bien enceinte ; une mannie qui avait fière allure dans son ensemble vert. Applaudie comme une véritable star, elle avait presque fait ombre au mannequin suivant. Trop timide, le plus jeune de tous âgé d'à peine 2 ans a fait une sortie éclair courant sur le tapis. Plus inattendu que le jeune albinos dont les couleurs des chemises relevaient son teint blanc-ébène, une boîteuse clochant en prenant appui sur une de ses jambes avait attendri les hôtes définitivement convaincu du talent de la styliste. Une collecte de fonds à laquelle avait contribué le député Zacharie Bababaswe, également fils de militaire, était organisée pour agrandir le Centre de formation. Le premier bâtiment de 10m2, installations hygiéniques intérieures comprises, est le premier pas marquant le début d'une entreprise dont l'extension va permettre une plus grande capacité d'accueil d'apprenants.

Nioni Masela

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Un financement additionnel de la Banque mondiale en faveur de la RDC

Les domaines d'intervention concernés par ce don sont la santé, l'éducation, la protection sociale ainsi que les questions liées au genre.

La Banque mondiale (BM) demeure un partenaire de premier plan pour la RDC comme en témoignent les différentes interventions dans le sens d'appui à son développement socioéconomique. Depuis le 29 mars, la RDC vient de bénéficier de cette institution financière internationale d'un montant global de 41,8 millions de dollars couvrant l'ensemble de ses différents dons en ce premier trimestre de l'année 2016. Cette enveloppe contribuera notamment à la mise en œuvre de plusieurs projets dans le cadre du partenariat tissé avec le gouvernement de la RDC en ciblant les secteurs du développement humain. Il s'agit, entre autres, de l'appui au système de santé, de l'éducation, de la protection sociale ainsi que des questions liées au genre.

Ce montant global est constitué notamment d'un don supplémentaire de trente millions de dollars octroyé en faveur de la RDC et approuvé le 29 mars par le Conseil d'administration de la BM. Cette importante somme aidera à renforcer le projet des systèmes de développement humain. Il faudrait aussi incorporer dans le montant global précité deux autres aides au bénéfice de la RDC ayant reçu le quitus de l'organe dirigeant de la BM. Il s'agit du fonds fiduciaire du Mécanisme de financement mondial à hauteur de 10 millions de dollars et celle du Fonds japonais pour le développement des politiques et des ressources humaines estimée à 1,08 million de dollars.

Tous ces dons, à en croire le chef de programme du développement humain, Luc Laviolette, visent à « *lutter contre la pauvreté extrême et promouvoir la prospérité partagée* » conformément aux objectifs que s'est assignés la BM dans le cadre d'appui aux efforts entrepris par la RDC pour améliorer les fondements du progrès social et du partage de la prospérité. Ce projet, explique-t-il, « *correspond à la stratégie de la Banque mondiale pour l'Afrique. Il est conforme aux fondements mêmes de la stratégie (axée sur les capacités du secteur public) afin de déployer des systèmes pouvant améliorer la compétitivité du pays et l'emploi (la main-d'œuvre étant en meilleure santé et plus instruite), réduire la vulnérabilité et accroître la résilience (grâce à un état sanitaire général amélioré et la mise en place d'une stratégie de protection sociale)* ».

Alain Diasso

DIVISION 1/PLAY-OFF

DCMP et Sanga Balende font match nul

Le Daring Club Motema Pembe a été tenu en échec, le jeudi 31 mars 2016 au stade des Martyrs de Kinshasa, par Sa Majesté Sanga Balende, en troisième journée de Play-Off du championnat national de football. Score de la partie : deux buts partout. C'était le premier test grandeur nature de l'entraîneur Otis Ngoma sur le banc du DCMP depuis son arrivée près de deux semaines avant. Et cela coïncide avec le premier point engrangé par le club après la défaite de la première journée à Bukavu face à Muungano et le forfait face à Dauphin Noir à Kinshasa.

Cette rencontre est caractérisée par une tension particulièrement forte de la part des supporters du DCMP qui ne jurent que par une victoire. Face à une équipe de Sanga Balende qui fait un excellent début de Play-Off avec deux victoires sur Shark XI FC et Lupopo, l'entraîneur Otis Ngoma, arrivé il y a quelques jours à la tête du staff technique des Immaculés, a présenté un onze de départ assez familier avec le gardien de but international Matampi Vumi Ley, et dans le champ il y a eu l'international Bangala Litombo, Wembo Onokanga, Mukoko Amale, l'Ivoirien Jean-Philippe Kaboré, Manitou Matondo, l'international Doxa Gikanji, Ricky Tulengi, Junior Koné Abu, Blaise Lelo Mbele et Musingu dit Tempo. Le coach Rachid Ghaflooui et son adjoint Andy-Magloire Mfutula ont titularisé le gardien de but Kalambayi Katembwe et dans le champ Oloko Onzaya, Bakodila, Mulumba, Daryl Bukasa Kanku, Musema Ngowa, Kayembe Mukendi, Lubaki Kinkela, le Camerounais Sateu, Lusiela Mande, etc. Au coup d'envoi de l'arbitre Pierre Kindingu Numbi de Maniema, les Anges et Saints de Mbujiji-Mayi tentent d'avoir la mainmise sur le jeu, et multiplient des occasions de but dans le camp des Immaculés de Kinshasa qui semblent assez fébriles en défense. Mais presque contre le cours du jeu, DCMP ouvre la marque à la 25e minute. Le latéral droit international Bangala Litombo a dans une longue balle trouvé Mukoko Amale qui profite d'une léthargie de la défense et l'hésitation du gardien de but Kalambayi Katembwe pour marquer de la tête. Mais Sanga Balende ne se dé-

courage, remotivé par le coach Rashid Ghaflooui. Et à la 37e minute, sur un centre, kayembe, qui pèse sur la défense du Dcnp depuis le début de la partie, dévie sur Lusiela qui égalise sur une frappe croisée. A la fin de la première période, les deux équipes sont à égalité d'un but partout. Au retour des vestiaires, Manitou prend la place de Kaboré. Et la physionomie du match change, avec la grosse possession de balle pour le DCMP qui s'appuie sur l'Ivoirien Junior Koné Abu au rôle de meneur de jeu. Mais à la 67e minute, contre le cours du jeu, l'arbitre Kindingu Numbi Pierre accorde un penalty à Sanga Balende, sur une faute très discutable sur Oloko dans la surface de réparation des Immaculés. Et Musema porte le score à deux buts à un pour Sanga Balende. Après le but, le coach Otis Ngoma monte Yannick Mbidi à la place de Blaise Lelo Mbele émoussé. Et DCMP se rue à la recherche de l'égalisation. Sur une action offensive du DCMP, le gardien de but Kalambayi Katembwe poursuit son action en dehors de la surface de réparation, intervenant avec les mains en position de dernier défenseur. L'arbitre Kindingu n'hésite pas à brandir un carton rouge. Katembwe laisse donc son équipe en infériorité numérique à plus ou moins 20 minutes de la fin de la partie. Lubaki Kinkela a donc quitté l'aire de jeu pour le gardien de but Ngeleka.

Du côté des supporters du DCMP, les esprits s'échauffent et on assiste à de jets de projectiles, mais la partie se poursuit. Disosa prend la place de Musema, le deuxième buteur de Sanga Balende, à cinq minutes de la fin du temps réglementaire. Et Ricky Tulengi cède sa place à Abdul Sanogo. Alors qu'on joue le temps additionnel, Musingu Tempo est fauché dans la surface de réparation. Une fois de plus, l'arbitre Kindingu accorde un penalty, cette fois-ci au DCMP. Et c'est le milieu international Doxa Gikanji qui égalise pour les Immaculés qui arrachent in extremis le match nul. Un autre coup de théâtre juste après le penalty, Sanogo, aussitôt entré du côté du DCMP, écope d'un carton rouge. Et au finish, deux buts partout et un point engrangé par les Immaculés.

Martin Engimo

HUITIÈMES DE FINALE DE LA COUPE DE LA CAF

V Club Mokanda prépare le match contre Sagrada Esperança d'Angola

L'unique club congolais resté en lice de la coupe de la confédération après l'élimination de l'Etoile du Congo et de l'AC Léopards en seizièmes de finale de la Ligue des champions, affronte le 10 avril au complexe sportif de Pointe-Noire, Sagrada Esperança d'Angola

Après avoir éliminé successivement, Akwa United du Nigeria aux préliminaires et Police FC du Rwanda en seizièmes de finale, V Club Mokanda du Congo affronte, le week-end prochain, Sagrada Esperança de l'Angola dans le cadre des huitièmes de finale de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF).

Le club congolais profite des matchs du championnat national malgré son classement à ce niveau (17e) pour corriger les erreurs dans ses différents compartiments. Cette double confrontation est très capitale pour ce club car, en cas de victoire, il se qualifiera dans la phase de poules.

Pour ce faire, l'entraîneur V Clubien, Alain Kayi fait confiance à ses poulains qui acquièrent la maturité au fur et à mesure des matchs pour affronter les angolais à Pointe-Noire avant le match retour prévu le 19 avril. « Nous continuons à travailler tel que nous avons fait avec les équipes que nous avons éliminées. Notre objectif est de gagner le match aller à domicile avant d'aller confirmer notre qualification en Angola, même si nous nous com-



Alain Kayi « credit photo adiac »

portons bien à l'extérieur », a-t-il assuré.

L'entraîneur a maintes fois souligné les erreurs offensives de son équipe et promet les corriger. « Nos attaquants ont toujours des difficultés devant les buts adverses, nous marquons difficilement. Mais à Kigali, le constat était positif, le staff technique avait loué les efforts des attaquants qui avaient pu marquer trois buts mêmes si les deux autres n'étaient pas validés par l'arbitre. La réaction des ponténégrins devant les buts adverses était appréciable. Ce qui signifie

que nous progressons au fur des matches », a-t-il indiqué.

Soulignons qu'Alain Kayi a entraîné en Angola et maîtrise le football angolais. « V Club va aborder ce match dans le même sens qu'il avait abordé les autres équipes, avec le même mental, le même dynamisme parce que nous sommes pratiquement à la porte pour accéder à l'autre face. Nous restons sereins, déterminés et engagés pour que nous puissions faire le résultat à la maison. Je connais le football angolais, je connais l'équipe de Sagrada sauf que, les joueurs composant l'ossature de ce club ne sont plus les mêmes, mais le football angolais en général je le connais pour avoir été dans ce pays. », a-t-il dit.

L'entraîneur a enfin demandé au public sportif congolais en général et ponténégrin en particulier de venir nombreux soutenir V Club, l'unique club congolais qui est resté en scène africaine pour bien défendre l'honneur de la nation. Il a, par ailleurs, félicité les supporters de V Club qui ne cessent de soutenir les joueurs et les dirigeants pour aller de l'avant.

Charlem Léa Legnoki

Les motos tricycles ont remplacé les poussettes

Il n'est pas rare de constater à travers les principales artères de la ville océane les motos à trois roues prendre petit à petit le relais des poussettes en vue de transporter de la marchandise, les personnes ou les ordures ménagères.



Moto-tricycle

« Je verse chaque jour un montant estimé entre 10.000 et 15000 Francs CFA chez mon patron, propriétaire de la moto, mon salaire varie conformément à mes recettes journalières, et le coût du transport par client est fixé en fonction de la distance effectuée par ce dernier », a expliqué Franck Loubaki Mboumba, conducteur de moto.

Ainsi, pour Anne Marie Koussima, « Bien que le coût de la location d'une moto tricycle soit un peu plus élevé par rapport au pousse-pousse, cette moto tricycle est plus rapide et plus efficace pour le transport, il permet aux commerçants et autres usagers de gagner plus en temps. Ces engins en provenance des pays d'Asie participent de nos jours au soulagement des multiples difficultés de transport rencontrées par les ponténégrins. Aussi, ces moyens de transport devraient-ils être assurés et bien contrôlés par les services habilités, en vue de garantir à la fois la vie des conducteurs et des usagers. Ces motos sont aussi utilisées pour les agriculteurs pour le transport de leurs produits en ville. Toutefois, par rapport aux nombreux risques que présentent ces motos pour le transport des personnes, il serait peut-être souhaitable de voir les autorités compétentes appliquer une réglementation rigoureuse en vue de réserver exclusivement l'usage de ces motos au transport des marchandises.

Séverin Ibara

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT

SOCIÉTÉ
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



BASKETBALL

Pour la FIBA Firmin Dinga demeure président de la Fécoket

Si Firmin Dinga n'est pas reconnu comme président de la Fédération congolaise de basketball (Fécoket), le Congo n'organiserait plus l'Afro-basket 2017 (Coupe d'Afrique de basketball), selon la Fédération Internationale de la discipline (FIBA).

A l'issue de la 3ème session ordinaire de la FIBA-Afrique, tenue récemment au Caire en Egypte, la structure en charge du basketball au plan mondial a demandé aux membres et organes de la Fécoket de respecter rigoureusement l'article 9.2 des Statuts généraux. Il s'agit, en clair, du chapitre portant sur la sanction et l'expulsion des membres. Le texte stipule : « Le secrétaire général peut demander au secrétaire général de FIBA de suspendre une Fédération nationale membre lorsque celle-ci ne s'est pas acquittée de ses cotisations ou ne s'est pas acquittée de son dû auprès de FIBA-Afrique pendant une période de deux années consécutives. Le bureau central doit en être informé. Cette suspension peut être levée par le secrétaire général de FIBA dès lors que la Fédération nationale concernée a régularisé sa situation ». La FIBA a, par ailleurs, évoqué l'article 12.1 sur les organes des Fédérations nationales qui dit : « Conformément aux Statuts Généraux de FIBA, les membres des organes des Fédérations nationales doivent être élus ou nommés pour un mandat d'une durée de quatre (4) ans entre les sessions ordinaires de leur congrès... ».

Origine du problème...

En janvier 2016, les conseillers fédéraux de la Fécoket avaient refusé de reconnaître l'autorité de Firmin Dinga pour mauvaise gestion, selon eux. Le ministre



Firmin Dinga

des Sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat, avait calmé le jeu en appelant les protagonistes à trouvé un consensus en attendant la fin de l'Olympiade qui devrait déboucher sur la tenue de l'Assemblée générale électorale. Aussi, Léon Alfred Opimbat avait-il demandé à tous les acteurs concernés de mettre l'eau dans le vin pour éviter des déchirements au sein de la Fédération congolaise au moment où le Congo devrait être choisi pour abriter l'Afro-basket.

Début mars de l'année en cours, Firmin Dinga a convoqué la deuxième session ordinaire du conseil fédéral. « Sur le dernier point inscrit à l'ordre du jour, notamment la gouvernance fédérale, les conseillers fédéraux ont noté une carence totale dans la gestion du président de la Fédération congolaise de basketball et, par conséquent, ils ont

décidé, à l'unanimité pour fautes lourdes et graves, de la suspension de M. Firmin Dinga à toutes les activités liées au basketball. (...) Suite au refus du premier vice-président, l'intérim jusqu'à l'assemblée générale électorale est assuré par le deuxième vice-président, Albert Mboussa », soulignait le communiqué final sanctionnant ladite session. Pour Firmin Dinga, aucune des accusations portées contre lui n'a trait à ce que prévoient les articles évoqués par la FIBA. La décision

des conseillers fédéraux n'avait aucun effet d'autant plus que le conseil fédéral n'est pas souverain, a-t-il dit. Selon lui, si mégestion il y a, c'est tout le bureau exécutif qui doit être sanctionné et non lui seul. Et, a-t-il poursuivi, la sanction relève de l'assemblée générale qui est souveraine. Aujourd'hui, la FIBA renvoie les membres de la Fécoket aux articles 9.2 et 12.1 des Statuts généraux. Un sous-entendu selon lequel, Firmin Dinga demeure président de la Fédération congolaise de basketball. L'intéressé promet de réunir tous les acteurs directs et indirects de la balle au panier de sorte que le Congo réussisse le pari de l'organisation de l'Afro-basket, l'année prochaine. On attend de voir, quelle attitude adopteront les conseillers fédéraux de la Fécoket par rapport à la recommandation de la FIBA?.

Rominique Nerplat Makaya

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Belgique, 1^{re} journée des play-offs 1, 1^{re} division

Marvin Baudry retrouvait son poste de latéral droit lors du déplacement de Zulte-Waregem chez le champion en titre, La Gantoise. Pour sa 3^e titularisation de l'année 2016, l'ancien Amiénois héritait d'un gros client, en la personne du Marocain Boussoufa. A la 35^e, sur une action initiée à gauche, Baudry prend l'espace dans son couloir et, bien servi, il déborde, évite un tackle et adresse un centre en retrait parfait à l'incoustruable Mbaye Leye (0-1, 35^e). Devancé par Saief au départ de l'action, il se replie rapidement mais est bien malheureux en détournant du dos le centre de Boussoufa dans les pieds de Kums, qui torpille Sels (1-1, 57^e). Remplacé à la 90^e. Finalement, Zulte prend un nul heureux chez le champion sortant, au vu de nombreuses occasions chaudes que La Gantoise s'est créée en fin de match.

Belgique, 12^e journée des play-offs, championnat des réserves

Scott Bitsindou était titulaire en défense centrale lors de la victoire des U21 d'Anderlecht sur ceux de Malines (1-0). Les Mauves, qui comptent toujours 5 matchs en retard (à cause de la Youth League), son 3^e avec 13 points contre 14 à Beveren et 16 au FC Bruges.

Israël, 30^e et dernière journée, 2^e division

Le Beitar Tel Aviv de Romaric Etou, titulaire, font match nul sur le terrain du Maccabi Yavne (0-0). Un résultat insuffisant pour le Beitar, qui termine à la 9^e place et devra donc disputer les play-down pour sauver sa place en 2^e division. Etou et ses coéquipiers peuvent nourrir quelques regrets car dans le même temps, l'Hapoel Ramat Gan, 8^e, s'était incliné à Ashkelon. Et ne devance le Beitar qu'à la différence de buts (42 points chacun, +8 contre -3).

Camille Delourme

RÉFLEXION

La vague qui submergera l'Europe ...

Mieux vaut regarder la vérité en face que de détourner les yeux afin de ne pas la voir : l'Europe, la Vieille Europe, la Grande Europe, qui se posait volontiers en modèle pour le reste du monde, entre dans une crise que rien ne dit qu'elle se relèvera avant longtemps.

A sa porte se prépare, en effet, un « tsunami » humain qui fera apparaître très vite comme secondaire la crise dite des « migrants » venus du Proche et du Moyen-Orient. Provoqué par le chaos dans lequel l'intervention aussi hasardeuse que mal conduite de certains de ses membres les plus influents a plongé la Libye, cet afflux de centaines de milliers d'hommes et de femmes venus du Maghreb, du Sahel, du Sahara, de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centrale dans l'espoir d'échapper aux exactions que commettent partout les « fous d'Allah » submergera bientôt tout le sud de l'Europe. La Sicile, la Sardaigne, la Corse, les Baléares et avec elles l'Espagne, la France, l'Italie, verront se

produire, multiplié par dix, par cent, l'afflux de réfugiés qui a plongé les derniers mois les îles de la Mer Egée, la Grèce, la Macédoine, la Bulgarie, la Hongrie dans une sorte de chaos aux dimensions imprévisibles.

Les dirigeants européens ayant montré leur incapacité à s'entendre pour gérer la crise des migrants venus de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan, de multiples réseaux de passeurs se mettent en place sous leurs yeux en toute impunité. Ils sont d'autant plus actifs et dangereux que les distances à parcourir pour acheminer les migrants vers les côtes du sud de l'Europe sont beaucoup plus faibles que celles de la partie orientale de la Méditerranée et que, par conséquent, les forces navales déployées s'avèreront très vite incapables d'interrompre le flot continu des embarcations surchargées qui se lanceront à corps perdu dans l'aventure.

Si le danger s'accroît au fil des jours, c'est parce que depuis l'assassinat de Mouammar Kadhafi l'immense terri-

toire de la Libye est devenu une zone de non-droit où prolifèrent toutes sortes de trafics - êtres humains, armes, drogues et autres - qui procurent aux Islamistes radicaux les financements nécessaires pour leurs actions criminelles. Et l'on sait de source sûre que ceux-ci mettent actuellement en place les dispositifs qui leur permettront demain d'intensifier leurs entreprises. En clair, cela signifie que les attentats contre les grandes cités européennes vont se multiplier dans le proche avenir en même temps que l'Europe du Sud sera submergée par une vague humaine à laquelle rien ne pourra s'opposer.

Si l'Union européenne, à l'instar des Etats-Unis ou de la Russie, était une communauté cohérente, organisée, structurée, capable donc de réagir vite et bien aux attaques dont certains de ses membres sont l'objet, elle aurait peut-être la capacité de se protéger contre la terrible menace qui se profile à l'horizon. Mais, la crise grecque l'a démontré de façon accablante, elle n'a pas d'institutions ca-

pables de relever le terrible défi qui lui est lancé ; gérée par une technocratie tout puissante basée à Bruxelles, dont la perception du monde extérieur est quelque peu abstraite, elle se trouve paralysée de l'intérieur. Et, ce qui est plus grave, elle semble se diviser chaque jour un peu plus sur les questions essentielles, vitales, au moment même où elle devrait coordonner ses forces pour combattre le mal qui la guette.

De deux choses l'une donc : ou bien les Européens mettent en sourdine leurs différends multiséculaires qui sont en train de ressurgir quoi qu'ils disent et se décident enfin à confier leur destin à un Exécutif homogène, ou bien ils poursuivent sur la voie chaotique dans laquelle ils se sont engagés en portant à vingt-huit membres leur communauté d'Etats. Dans le premier cas ils ont encore une chance de se tirer du très mauvais pas dans lequel ils se sont engagés. Dans le second cas ils plongeront dans une crise interne dont leur Union sortira à coup sûr brisée.

Jean-Paul Pigasse